

# adf

AFRICA

DEFENSE



## DÉVELOPPER LA CONFIANCE

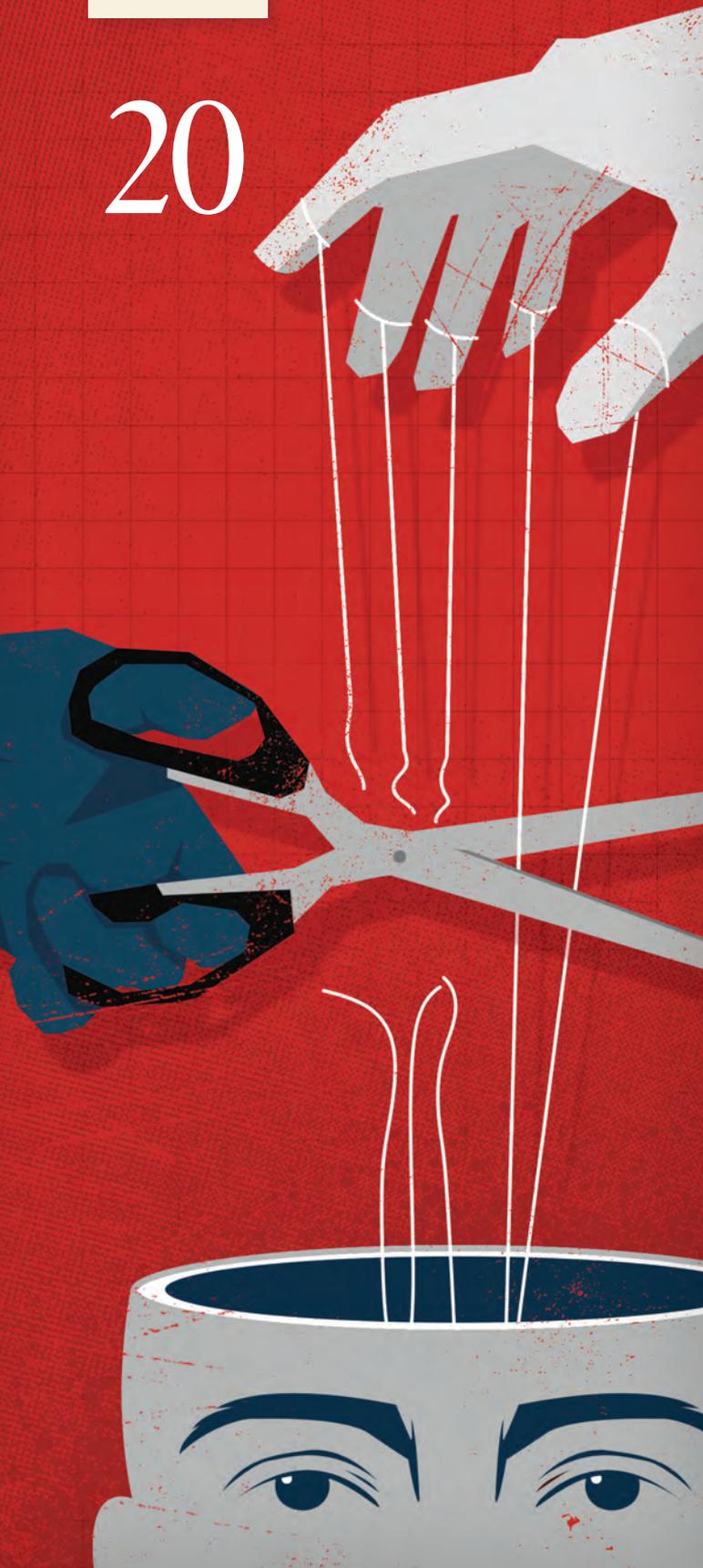
Le succès de la contre-insurrection  
commence avec les civils

### PLUS

Un entretien avec le major-général Abdul Khalifa Ibrahim,  
commandant de la force de la MNJTF

VISITEZ-NOUS SUR [ADF-MAGAZINE.COM](http://ADF-MAGAZINE.COM)

20



## articles

- 8 Comprendre la mission, le terrain et l'ennemi**  
Le major-général Abdul Khalifa Ibrahim, commandant de la force de la MNJTF, explique pourquoi il pense que le bassin du Tchad est sur la bonne voie pour vaincre les groupes extrémistes
- 14 Un plan directeur pour résoudre les conflits**  
Le succès des médiations locales au Nigeria pourrait montrer la voie à une application généralisée sur le continent
- 20 Maintenir la paix, assurer la vérité**  
La désinformation russe force les missions des Nations unies à combattre les mensonges
- 26 Le réexamen du maintien de la paix**  
Les manifestations, la violence et les mandats prolongés forcent les experts à chercher des moyens pour l'adapter
- 34 Les dimensions du dialogue**  
La Mauritanie montre que le dialogue avec les extrémistes peut être bénéfique mais le processus comporte de nombreux défis
- 38 Le Maroc a du succès pour réhabiliter les prisonniers**  
Le programme Moussalaha en trois étapes aide les extrémistes à réévaluer leur point de vue et se réintégrer dans la société
- 44 Dix années de sécurité maritime**  
Le Code de conduite de Yaoundé a enregistré des succès, mais il a un potentiel de croissance
- 50 Les femmes jouent un rôle crucial dans la lutte contre l'extrémisme**  
L'expérience du Cameroun pour réhabiliter les ex-combattants montre que les voix des femmes aident le processus de déradicalisation

# rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

32 Battement du cœur de l'Afrique

56 Outillage de la profession

58 Force future

60 Défense et sécurité

62 Maintien de la paix

64 Se donner la main

66 Image du passé

67 Où suis-je ?



**Africa Defense Forum  
est disponible en ligne.**

Veillez nous rendre visite sur  
[adf-magazine.com](http://adf-magazine.com)



## **SUR LA COUVERTURE :**

Ce collage photo montre le personnel militaire engagé dans diverses activités cinétiques et non cinétiques liées aux opérations de contre-insurrection. Il montre que le succès doit inclure la protection et l'obtention de l'appui de la population locale.

AU CENTRE : AFP/GETTY IMAGES. EN HAUT À DROITE ET DANS LE SENS HORAIRE : ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS, ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS, ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS, ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

**B**ien que la plupart des régions africaines restent sécurisées, des foyers de violence extrémiste se sont envenimés et se propagent. Les organisations terroristes mondiales cherchent à exploiter ces points faibles de la sécurité après avoir perdu du terrain dans d'autres régions du monde.

Ces groupes considèrent que des régions du Sahel, de la Corne de l'Afrique et du Nord du Mozambique sont des lieux où ils peuvent recruter librement, se renforcer et lancer des attaques.

Un rapport des Nations unies de 2023 a qualifié l'Afrique subsaharienne d'« épicerie » mondial du terrorisme. Près de la moitié de tous les décès mondiaux liés au terrorisme en 2021 se sont produits en Afrique subsaharienne. Les pays les plus affectés sont le Burkina Faso, le Mali, le Niger et la Somalie, avec 34 % de tous les morts liés au terrorisme mondial.

Cette violence non seulement détruit des vies ; elle ralentit aussi les progrès économiques et inverse les gains démocratiques.

La réponse militaire est toujours la plus fréquente face à ce problème. Les pays recherchent de nouvelles façons de rassembler des coalitions de nations déterminées à riposter contre les menaces, sous l'égide de l'Union africaine, d'une communauté économique régionale ou d'un arrangement ponctuel.

Mais des leçons durement acquises montrent que la force militaire à elle seule ne peut pas vaincre une insurrection. Si les facteurs sous-jacents qui poussent l'insécurité ne sont pas affrontés, la violence reviendra.

Les pays doivent apprendre les uns des autres quelles sont les meilleures façons de construire des stratégies à long terme contre l'extrémisme. Ceci inclut l'opposition à l'idéologie extrémiste, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants, et le développement de la confiance au sein des communautés affectées par la violence.

Les pays doivent surtout examiner les facteurs qui conduisent les jeunes vers le recrutement extrémiste. Il n'est pas surprenant que les zones les plus facilement exploitées par les groupes d'insurgés sont sous-développées et éloignées des capitales nationales.

Les pays qui ont enregistré les meilleurs succès contre le terrorisme et d'autres types d'insurrection ont suivi une approche pangouvernementale. Dans ces cas, le secteur de la sécurité assure la sûreté et la stabilité dans une zone afin que le développement et la sensibilisation puissent se produire.

En tant que militaires professionnels, nous connaissons la complexité des opérations de contre-insurrection. Nous savons qu'elles prennent du temps, qu'elles exigent l'engagement de multiples parties prenantes et nécessitent un désir de mettre à l'essai des stratégies non conventionnelles. En apprenant les uns des autres et en créant des partenariats, nous pouvons aider à renforcer les points faibles et empêcher les groupes d'insurgés d'étendre leur portée sur le continent.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Un soldat du bataillon d'intervention rapide de Djibouti s'entraîne pendant Justified Accord 23 à Isiolo (Kenya).

SERGEANT 1RE CLASSE STEVEN EATON/  
ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS



**Contre-insurrection**  
Volume 16, 2ème trimestre

**ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES  
ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE**



**POUR NOUS CONTACTER :**

**U.S. AFRICA COMMAND**

Attn: J3/Africa Defense Forum  
Unit 29951  
APO-AE 09751 USA

[ADF.Editor@ADF-Magazine.com](mailto:ADF.Editor@ADF-Magazine.com)

**HEADQUARTERS  
U.S. AFRICA COMMAND**

Attn: J3/Africa Defense Forum  
Geb 3315, Zimmer 53  
Plieninger Strasse 289  
70567 Stuttgart, Germany

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire à la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

# Le Ghana agit pour repousser le terrorisme

Le vice-amiral Seth Amoama, chef d'état-major de la défense des Forces armées du Ghana, s'est exprimé sur « les efforts militaires du Ghana pour réprimer le terrorisme » lors de la première exposition et conférence internationale de la défense du 12 octobre 2022 au camp Burma à Accra (Ghana).

Ses remarques ont été obtenues dans un reportage publié par le site web Ghana Peace Journal et ont été modifiées pour des raisons de longueur et de clarté.



MARINE DES ÉTATS-UNIS



Des soldats ghanéens assurent la sécurité lors d'une attaque simulée de l'exercice Flintlock 2022 en Côte d'Ivoire.

SERGEANT KACIE BENAK/ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS



Au cours des dernières années, le Ghana a déployé une approche multisectorielle, pangouvernementale et pan-sociétale pour

contenir tout débordement du terrorisme et de l'extrémisme violent.

En réponse, les Forces armées du Ghana (GAF) ont aussi développé une stratégie militaire réfléchie et un plan de mise en œuvre pour affronter efficacement les menaces externes du Ghana.

Le Ghana a été relativement stable dans une sous-région qui est sujette à tout un éventail de défis sécuritaires.

Au cours des dix dernières années, les menaces d'al-Qaïda, de Jamaat Nosrat al-Islam wal-Mousslimin, de la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique et d'autres se sont propagées graduellement depuis le Nord du Mali à travers le Niger, le Burkina Faso et plus récemment dans le Nord-Est de la Côte d'Ivoire et le Nord du Togo et du Bénin.

Les activités des organisations extrémistes violentes (VEO) et des groupes terroristes armés (TAG) ont préoccupé les conversations de sécurité régionales et nationales. Une inquiétude majeure concerne la poussée vers le Sud des VEO et des TAG en Afrique de l'Ouest et au Sahel vers les états côtiers le long des frontières communes d'Afrique de l'Ouest.

En tant que membre fondateur de l'Initiative d'Accra, le gouvernement du Ghana continue à renforcer la coopération multilatérale [et] le partage des informations et des renseignements avec le Togo, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Nigeria et le Mali pour empêcher la

propagation du terrorisme et de l'extrémisme violent dans la sous-région grâce à l'Initiative d'Accra et d'autres accords bilatéraux.

Jusqu'à présent, les opérations Koudanlgou I, II, III et IV ont été conduites le long des frontières communes des pays de l'Initiative d'Accra en enregistrant des succès relatifs ; avec l'accord des signataires de l'Initiative d'Accra, un plan opérationnel frontalier commun a été développé. Le plan a été engagé au deuxième semestre 2021 et, en date de décembre 2022, le quartier général de la Force multinationale [mixte] serait établi et basé au Ghana. Le commandant de la force a été désigné et nous œuvrons pour établir le quartier général à Tamale.

L'un des éléments cruciaux de la sécurité régionale est l'adoption d'approches non cinématiques à la sécurité en développant la résilience et la cohésion nationale. Récemment, le ministère de la Sécurité nationale a lancé un projet appelé « See Something, Say Something » [Vous voyez quelque chose ; dites-le], de façon à engager tout le monde (toutes les composantes de la société) dans la lutte contre le terrorisme.

Le gouvernement accroît aussi la présence de l'état dans le pays pour qu'il n'y ait plus du tout d'espaces non gouvernés, et décentralise le développement et la présence des agences de sécurité et de renseignement dans toutes les régions du pays.

Depuis la création des Forces armées du Ghana, le panorama mondial de la sécurité a subi un changement important, depuis les engagements hostiles traditionnels vers la guerre asymétrique caractérisée par le terrorisme et les activités insurrectionnelles. La réponse stratégique des GAF à ces menaces a évolué elle aussi.

- **Des changements d'approche doctrinaire** : un changement dans la doctrine de formation pour accommoder les menaces et la guerre asymétriques inclura tous les niveaux de la formation, y compris la croissance du personnel hors du pays. Nous avons aussi introduit l'établissement d'un commandement de doctrine et de formation pour examiner nos doctrines et les réétudier en fonction des menaces en cours.
- **Une restructuration de la force** : ceci veut dire un effort renouvelé vers des unités agiles plus judicieuses et plus petites, capables de répondre et de conduire des opérations chirurgicales pour satisfaire aux objectifs stratégiques avec le soutien des structures d'appui logistiques.
- **La prévention** : la stratégie nationale du contre-terrorisme et de la contre-insurrection décrit l'emploi des opérations menées par le renseignement et des opérations de guerre de l'information.

La poussée vers le Sud des activités des terroristes, en particulier depuis le Mali, le Niger, le Burkina Faso et la région sahélienne au sens large, reste élevée et persistera probablement.

L'impact des efforts nationaux et militaires produit les résultats nécessaires, car une telle collaboration avec les partenaires stratégiques reste cruciale et nécessaire afin de raffermir nos gains. En conséquence, la résolution du Ghana pour maintenir des relations bilatérales et multilatérales est basée sur des états pacifiques et démocratiques assurant la survie, la sécurité et le bien-être des citoyens protégés contre les menaces imminentes et potentielles.

# UNE FORCE OPÉRATIONNELLE ÉVALUERA L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

PERSONNEL D'ADF

**A** lors que l'insécurité alimentaire continue à tourmenter l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan et le Soudan du Sud, l'autorité intergouvernementale sur le développement (IGAD) a inauguré un groupe régional pour faire face au problème.

Le réseau d'apprentissage sur la surveillance en matière de nutrition (LeNNS), avec le soutien de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), s'est réuni pour la première fois le 23 novembre 2022 à Nairobi (Kenya) pour élaborer « des politiques, une défense et des plans d'action efficaces sur la nutrition dans la région », selon l'IGAD.

Le Dr Patrick Amoth, directeur général du ministère de la Santé du Kenya, déclare que le LeNNS aidera à développer des informations opportunes et des preuves qu'il pourra utiliser pour éclairer des politiques, des stratégies et des programmes efficaces dans la région.

Plus de 137 millions d'Africains font face à une insécurité alimentaire grave, selon le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA). 111 millions d'entre eux, soit 81 %, vivent dans des pays sujets au conflit. Huit pays sur dix qui affrontent une insécurité alimentaire grave font aussi face à des conflits.

Environ 73 % de l'insécurité alimentaire grave sur le continent se concentre dans huit pays, signale le CESA, notamment quatre pays d'Afrique de l'Est : l'Éthiopie, la Somalie, le Soudan et le Soudan du Sud. Tous les quatre sont des états membres de l'IGAD et chacun est en proie au conflit. Les autres membres de l'IGAD sont Djibouti, le Kenya et l'Ouganda, alors que l'Érythrée est inactive.

La faim se mesure sur une échelle de 1 à 5 appelée classification intégrée des phases d'insécurité alimentaire. L'insécurité alimentaire grave est représentée par un 3 sur l'échelle ; elle existe lorsque les gens doivent vendre leurs possessions essentielles ou utiliser des ressources essentielles pour maintenir une consommation limitée. Le niveau le plus grave est la famine, qui est le manque total d'accès à la nourriture.

Le LeNNS aidera à améliorer la surveillance régionale de la nutrition en améliorant les liens entre les institutions impliquées, indique l'IGAD.

John Kuehne, directeur de la santé de l'USAID, déclare : « La malnutrition et l'insécurité alimentaire représentent des menaces majeures contre les objectifs socio-économiques et de développement mondiaux, régionaux et nationaux. L'USAID s'engage à œuvrer avec les pays pour renforcer les systèmes nationaux d'information sur la nutrition, la disponibilité et l'emploi des données sous-nationales de nutrition et le renforcement de la capacité sur les données de nutrition. »

## SELON UNE ÉTUDE : LES PROJETS PORTUAIRES CHINOIS S'ACCOMPAGNENT DE COÛTS ENVIRONNEMENTAUX



Le port de Beira au Mozambique

AFP/GETTY IMAGES

PERSONNEL D'ADF

L'initiative chinoise de la Nouvelle route de la soie (BRI) promettait d'énormes investissements portuaires dans le monde entier, mais le coût environnemental et humain de ces projets commence seulement à être compris, selon des rapports.

Les ports de construction chinoise en Angola, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, à Djibouti, en Mauritanie et au Mozambique sont devenus des exemples de la façon dont de tels projets peuvent perturber les écosystèmes aquatiques et les communautés locales de pêche artisanale, selon un rapport du Centre de politique de développement mondial de l'université de Boston.

Les pays de la côte Atlantique de l'Afrique, en particulier l'Angola, le Cameroun et la Côte d'Ivoire, font face à un risque très élevé pour les communautés locales de pêche à cause des projets portuaires. Les communautés de pêche artisanale du Cameroun sont en tête de la liste, selon les chercheurs.

La construction du port camerounais de Kribi, financée par les Chinois, a détruit une zone de plage populaire ainsi que la communauté de Lolabé, en plongeant la population locale et l'environnement dans le désarroi.

Les planificateurs peuvent éviter de provoquer des conflits avec les communautés de pêche artisanale en assurant que ces résidents soient inclus dans le développement des projets portuaires. Par la suite, ceci pourra assurer que ces communautés soient en meilleure posture, ou au moins ne soient pas dans une position pire, déclare Rebecca Ray, chercheuse principale qui a travaillé sur le rapport.

« Les ports représentent le plus haut secteur de risque pour la construction côtière à cause des nombreuses possibilités d'impact environnemental et social : en plus du bruit, des lumières et des perturbations d'habitat dus à la construction proprement dite, ils fournissent aussi le potentiel de changements importants dans les écosystèmes locaux à cause de l'introduction d'espèces invasives qui accompagnent l'arrivée des navires et de la diminution des stocks de poissons locaux due aux nouvelles flottes de pêche qui peuvent venir utiliser le port », déclare le Dr Ray à Voice of America.

Le port de l'amitié de Nouakchott, construit en Mauritanie dans les années 80 et amélioré dans le cadre de la BRI en 2018, a été critiqué par les communautés locales pour avoir amené des flottes de pêche chinoises qui ont débordé les équipages locaux de pêche artisanale et endommagé l'environnement, selon le Dr Ray.

En Angola et au Mozambique, plus de 2.000 km carrés d'habitat marin sont sujets à un risque élevé à cause du développement portuaire.

La rénovation et l'expansion du port de pêche de Beira au Mozambique ont mis en péril l'environnement marin dans un rayon de 10 km, ce qui en fait l'un des projets les plus préjudiciables dans le rapport du Centre de politique de développement mondial.

La réduction de l'impact des projets portuaires sur l'environnement et la société exige que les pays imposent de plus grandes protections et établissent des normes plus élevées.

« Il est important de spécifier clairement que tous les planificateurs et prêteurs, quelle que soit leur nationalité, prennent soin des ressources naturelles qui soutiennent les communautés traditionnelles et les économies côtières dans leur ensemble », déclare le Dr Ray à ADF.

## LA CÔTE D'IVOIRE LANCE UN EFFORT MAJEUR POUR INVERSER LA DÉFORESTATION

AGENCE FRANCE-PRESSE

La Côte d'Ivoire, qui a perdu presque toutes ses forêts au cours des cinquante dernières années, a lancé un projet majeur visant à tripler sa superficie forestière en date de 2030, selon l'annonce du gouvernement en novembre 2022.

Le projet d'investissement dans les forêts vise à reboiser 6,5 millions d'hectares, soit environ 20 % du pays, déclare la Banque mondiale, qui finance ce projet de 149 millions de dollars.

Le projet aiderait aussi à préserver 300.000 hectares de terre forestière dégradée dans le Sud-Ouest, et des forêts dans la zone Nord des Savanes, déclare Laurent Tchagba, ministre des Eaux et Forêts.

Le projet de sept ans bénéficiera aux quatre parcs nationaux du pays, notamment le parc national de Taï dans l'Ouest, classé par l'Unesco comme site du patrimoine mondial. C'est l'un des derniers sites restants de la forêt tropicale primaire d'Afrique de l'Ouest.

La Côte d'Ivoire possédait 16 millions d'hectares de forêt dans les années 60.

Ce chiffre a baissé à 2 millions d'hectares, selon les statistiques officielles, principalement à cause du développement des plantations de cacao. La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao, avec 40 % du marché.

Le changement climatique, les catastrophes naturelles, la dégradation du sol et les mouvements de population contribuent aussi à la perte de la forêt.

Des délégations d'autres pays producteurs de cacao (Brésil, Colombie, Ghana, République dominicaine) ont participé au lancement du projet.



Des gardes forestiers et des techniciens préparent la terre pour sa reforestation au Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire. AFP/GETTY IMAGES



# COMPRENDRE LA MISSION, LE TERRAIN ET L'ENNEMI

Le major-général Abdul Khalifa Ibrahim, commandant de la force de la MNJTF, explique pourquoi il pense que le bassin du Tchad est sur la bonne voie pour vaincre les groupes extrémistes



---

*Le major-général Ibrahim de l'Armée de terre du Nigeria a une carrière militaire qui remonte à plus de 35 ans. Il détient une maîtrise en études stratégiques de l'université d'Ibadan et a participé à des opérations internationales de soutien de la paix au Liberia et au Soudan. Dans son pays, il a conduit des troupes dans des opérations sur la péninsule de Bakassi, le delta du Niger et Kaduna. Au cours de sa carrière, il a été honoré, ayant reçu notamment l'Étoile du service distingué, la Médaille d'honneur du commandement sur le terrain et la médaille de l'opération Lafiya Dole. En août 2021, il a été nommé commandant des forces de la Force multinationale mixte (MNJTF), effort régional de cinq pays d'un maximum de 10.000 soldats dans le but de restaurer la paix dans le bassin du lac Tchad. Il a parlé à ADF depuis le quartier général de la MNJTF à N'Djaména (Tchad) en mars 2023, peu avant la fin de son mandat. Cette interview a été modifiée pour des raisons de longueur et de clarté.*

---

**ADF :** *La MNJTF a une structure de force unique avec quatre secteurs à l'intérieur des frontières nationales des pays du bassin du Tchad. En outre, les brigades de la MNJTF travaillent avec les armées nationales. Comment cette structure a-t-elle aidée dans la lutte contre les groupes extrémistes violents ?*

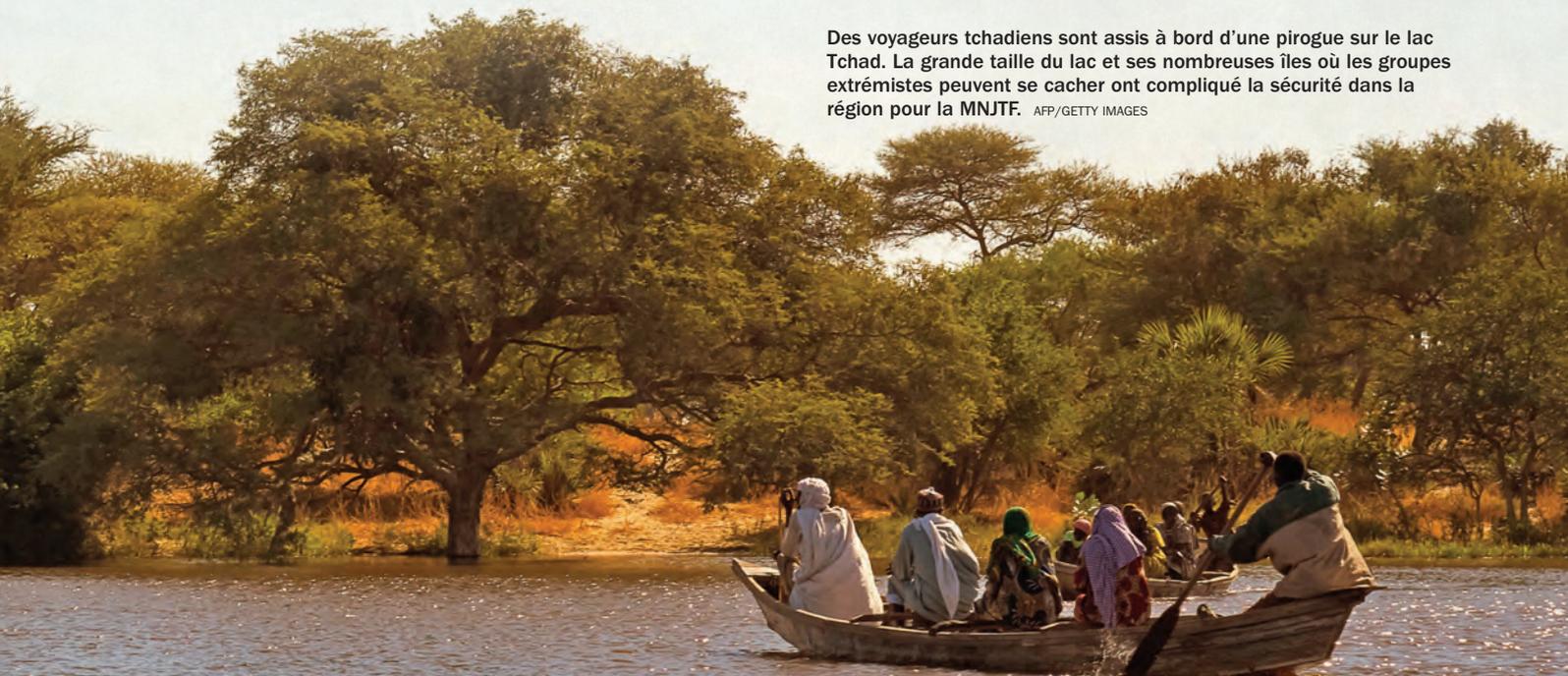
**Général Ibrahim :** Puisque chaque secteur est domicilié dans un pays autour du lac Tchad, ceci nous offre l'avantage de garder les yeux ouverts et de rechercher les défis au sein de ces zones. La zone du lac Tchad est énorme ; le terrain y est très difficile. Nous avons de vastes étendues d'eau. Ceci permet à Boko Haram, qui ne respecte pas les frontières, de se déplacer d'un pays à l'autre. Le fait que nous soyons localisés dans les quatre secteurs, sur les quatre pays, nous a donné la mobilité, l'accès et la portée, et permet une coopération entre nous. Ceci nous a beaucoup aidés à affronter la menace des groupes extrémistes violents.

**ADF :** *Pensez-vous que cela pourrait être un modèle pour d'autres régions du continent qui affrontent des insurrections dans les régions frontalières ?*

**Général Ibrahim :** Oui, c'est certain ; la MNJTF est déjà un modèle pour le continent et même au-delà. Nous avons le personnel des Nations unies et d'autres organisations qui viennent découvrir « comment nous agissons ». La MNJTF est constituée de trois pays de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (le Bénin, le Nigeria et le Niger) alors que le Cameroun et le Tchad appartiennent à la Communauté économique des États d'Afrique centrale. Le Nigeria est anglophone alors que le Cameroun, le Niger et le Tchad sont francophones. Et les Tchadiens parlent aussi beaucoup la langue arabe.

Lorsque vous considérez ce mélange, cela pourrait poser un défi, mais nous avons pu affronter cela tant bien que mal en comprenant bien notre mission et en comprenant bien l'ennemi commun que nous avons : vous pouvez les appeler Boko Haram ou la PAOEI [Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique]. Ces groupes extrémistes violents exécutent des opérations dans un pays et s'enfuient dans un autre. Avec le concept des opérations et les divers programmes qui ont été intégrés à la MNJTF, nous sommes plus polyvalents. Je peux voyager au Cameroun, au Niger, dans les zones du

Des voyageurs tchadiens sont assis à bord d'une pirogue sur le lac Tchad. La grande taille du lac et ses nombreuses îles où les groupes extrémistes peuvent se cacher ont compliqué la sécurité dans la région pour la MNJTF. AFP/GETTY IMAGES



Tchad où ma force est domiciliée, sans aucun obstacle, aussi cela nous a affectés positivement.

**ADF :** *Quels sont les plus récents développements dans la région ?*

**Général Ibrahim :** Au cours des douze derniers mois, nous avons constaté que des milliers de personnes précédemment déplacées internes [IDP] revenaient dans leur foyer ancestral. L'autorité politique de l'État de Borno a fermé les camps IDP et ramené la population dans les villes telles que Baga, Monguno, Cross Kauwa, et elle y est toujours. Au Cameroun au cours des douze derniers mois, des milliers de personnes sont parties du camp de réfugiés de Minawao. Nous avons aussi ouvert la route internationale entre N'Djaména (Tchad), Kousséri (Cameroun) et Maiduguri (Nigeria). Cette route est ouverte et les gens peuvent transporter leurs articles commerciaux. Le nombre d'attaques a baissé considérablement. Les gens peuvent retourner dans leur ferme ; ils peuvent conduire des activités commerciales. À Baga, les gens pêchent à nouveau. Lorsque vous considérez ceci, vous constatez que la paix retourne graduellement dans le bassin du Tchad. Il faut faire plus mais nous sommes sur la bonne voie.

**ADF :** *Un aspect notable de la MNJTF est l'emploi de la puissance aérienne. Pouvez-vous décrire comment la puissance aérienne a soutenu les opérations terrestres de contre-insurrection ?*



Des soldats camerounais de la MNJTF conduisent des opérations conçues pour perturber les réseaux de chaîne logistique des groupes extrémistes en janvier 2023. MNJTF

**Général Ibrahim :** Dans les guerres modernes, un des thèmes prédominants concerne l'emploi de la puissance aérienne parce que cela vous fournit une portée additionnelle, cela permet des livraisons dans des lieux difficilement accessibles par les troupes terrestres. La puissance aérienne est un multiplicateur de force d'une ampleur gigantesque. Les pays contributeurs de soldats dans la zone du bassin du Tchad, notamment le Nigeria, ont beaucoup investi et le résultat est tout à fait évident. Je n'ai pas la latitude de fournir des détails mais cette amélioration dans les capacités de l'Armée de l'air nigériane, que nous utilisons à la fois comme composante de l'opération Hadin Kai et de la MNJTF, a vraiment conduit



Le général Ibrahim inspecte les soldats au quartier général du secteur 1 à Mora (Cameroun). MNJTF



Le général Ibrahim (à gauche) accueille le major-général Ibrahim Sallau Ali, commandant de théâtre de l'opération Hadin Kai du Nigeria, lors d'une visite au quartier général de la MNJTF à N'Djaména (Tchad). MNJTF

à la plupart des succès que nous avons enregistrés. Nous avons beaucoup de renseignements et d'informations qui proviennent de la zone et nous tirons profit de ces renseignements en informant rapidement notre composante aérienne. Ils sont capables d'utiliser rapidement les instruments qu'ils ont et plusieurs cibles de grande valeur ont été détruites. Nous avons capturé un certain nombre de leaders clés de Boko Haram et de la PAOEI, leurs camps et leur équipement, mais cela est mal signalé. La puissance aérienne est vraiment au cœur de notre succès et elle continuera de l'être.

**ADF :** *Vous avez parlé de la nécessité d'une approche « pan-sociétale » à l'environnement de contre-insurrection. Qu'est-ce que cela signifie pour vous et comment la MNJTF a-t-elle cherché à mettre en œuvre cette approche ?*

**Général Ibrahim :** L'approche pan-sociétale est essentiellement l'emploi du gouvernement, de l'armée, des paramilitaires, de la police, des organisations de la société civile et de la société au sens large pour empêcher l'insurrection et atténuer ses effets. Ceci est fait à l'aide de moyens cinétiques et non cinétiques. Les moyens cinétiques sont les opérations que nous conduisons, mais nous avons réalisé que les opérations peuvent, au mieux, affronter une insurrection à un taux de 20 à 30 %. 70 % des efforts qui doivent être faits doivent être non cinétiques. Nous avons le bureau de coopération civilo-militaire qui est dirigé par un officier de haut rang agissant suivant mes



Les soldats de la MNJTF sont actifs sur l'eau pour démanteler les réseaux d'alimentation logistique soutenant Boko Haram. MNJTF

directives. Et ce n'est pas tout. Nous avons aussi le bureau de coopération civilo-militaire dans la Commission du bassin du lac Tchad, qui est le quartier général de supervision de la MNJTF. Ces deux cellules se réunissent, puis nous apprenons auprès de la population ce que nous devons faire pour soutenir ce personnel. Comment développons-nous une résilience communautaire ?

Au cours de l'an dernier, nous avons conduit des activités telles que la rénovation des écoles, la rénovation des hôpitaux et des marchés, pour que les gens aient un lieu pour échanger leurs produits. Parfois, nos soldats sont associés à des écoles. Ils enseignent. Parfois, nos médecins offrent un traitement, tout comme notre personnel infirmier. En somme, nous pensons que le succès



**« Nous pensons que le succès d'une opération de contre-insurrection n'est pas un effort simplement militaire. Tous les autres secteurs de la société doivent contribuer pour que l'on ait une meilleure société pour le bénéfice de tous. »**

d'une opération de contre-insurrection n'est pas un effort simplement militaire. Tous les autres secteurs de la société doivent contribuer pour que l'on ait une meilleure société pour le bénéfice de tous.

**ADF :** *Comment la MNJTF a-t-elle essayé d'encourager les défections dans les groupes extrémistes ?*

**Général Ibrahim :** Aujourd'hui, je peux vous dire avec confiance que, dans le domaine d'opération de la MNJTF et les opérations nationales de nos voisins (Hadin Kai au Nigeria, opération Émergence au Cameroun et d'autres), plus de 110.000 personnes se sont rendues ou ont désertées. Ce chiffre inclut les combattants, leur famille, leurs collaborateurs et ceux qu'ils avaient forcés à les accompagner. Ce sont les résultats des opérations cinétiques proprement dites. Nous avons fait pression sur eux et ils ne sont pas capables d'obtenir les choses qu'ils obtenaient normalement pour survivre. Mais surtout, c'est l'aspect non cinétique, c'est-à-dire les opérations psychologiques et les communications stratégiques. Nous employons des chaînes médiatiques internationales pour parler avec eux, parce que nous savons que lorsque nous parlons d'une certaine façon ils écoutent. Nous leur disons : « Si vos

collègues se sont rendus et n'ont pas été tués, que faites-vous dans la brousse ? » Ce n'est pas une question de religion.

Il y a aussi eu des querelles intenses entre Boko Haram et la PAOEI qui ont fait sortir encore plus de gens. Pour les encourager à se rendre, nous les traitons bien. Nous ne pensons pas que, puisqu'ils sortent, ce sont des ennemis et nous leur tirons dessus. Nous respectons les lois des conflits armés : nous leur parlons et nous leur demandons de parler à d'autres. Nous pensons que les redditions pourraient être potentiellement une stratégie pour mettre fin au conflit. Cela réduit la population parmi laquelle ils peuvent trouver des combattants.

**ADF :** *Les groupes d'insurgés prospèrent dans les lieux tels que le bassin du Tchad lorsque les conditions incluent un taux de chômage élevé pour les jeunes, un climat ardu et un manque d'infrastructure. Qu'est-ce qui doit être fait pour s'assurer que le bassin du Tchad ne soit pas un terrain fertile pour le recrutement des extrémistes à l'avenir ?*

Les officiers du quartier général de la MNJTF ont célébré la Veille de Noël avec la visite d'un orphelinat local de N'Djaména où ils ont donné des cadeaux aux enfants et des donations de riz, huile et autres provisions.

MNJTF



Le général Ibrahim décerne des médailles au personnel de la MNJTF au camp Farcha de N'Djaména.

SPYETV

**Général Ibrahim :** La zone du bassin du Tchad et les îles ont des antécédents historiquement ardu. Le terrain est très difficile. Il pourrait être bourbeux, il pourrait être marécageux, il pourrait être sableux. Malheureusement, la présence des gouvernements n'y est plus ressentie depuis longtemps.

Ceci est vrai dans les quatre pays. Des conditions ont été créées dans lesquelles les gens se sentent privés et sont facilement sujets à la radicalisation. Je crois qu'il faudrait un focus spécial sur cette zone, quelque chose comme le plan Marshall qui a été mis en œuvre après la Seconde Guerre mondiale. Nous devons examiner cette zone et imaginer comment la rendre attrayante pour les gens qui y vivent. Les établissements scolaires, les hôpitaux, les marchés, même les routes n'y sont pas bien développés. Je pense que nous devons chercher à avoir une infrastructure. Mais ce qui est le plus important, c'est d'éduquer les gens et leur donner un sentiment d'appartenance.

**ADF :** Comment pourriez-vous décrire la résilience actuelle des groupes d'insurgés ?

**Général Ibrahim :** La résilience de Boko Haram et de la PAOEI a été considérablement dégradée mais nous avons toujours du chemin à faire. Ceci pourrait être lié au problème du terrain. C'est un environnement très difficile. Parfois, vous pensez à la région autour du lac Tchad comme un désert, mais ce n'est pas le cas. La forêt y est dense. Il y a des zones qui sont très difficiles d'accès. Mais nous nous efforçons de le faire. L'an dernier, nous avons eu l'opération Lake Sanity, où nous avons pu pénétrer dans les îles du lac Tchad. Nous nous sommes déployés là-bas pendant plusieurs mois et des centaines d'otages ont été libérés. Certains se sont échappés sans assistance

et lorsque nous leur avons demandé comment ils étaient sortis, ils ont dit que c'était l'effet de notre bombardement et notre action offensive qui avait distrait l'ennemi et leur avait permis de s'échapper. L'étape suivante consiste à étudier les leçons de cette opération.

**ADF :** Vous avez assumé le commandement de la force en août 2021. Qu'avez-vous appris de cette expérience en termes de stratégie et de détermination nécessaires pour vaincre une insurrection ?

**Général Ibrahim :** Ceci est un centre opérationnel anti-insurrectionnel, ce qui est différent d'une opération de soutien de paix. Pour qu'il réussisse, vous devez très bien comprendre votre mission. Que devons-nous faire ici ? Une fois que vous comprenez cela, vous devez bien comprendre le terrain. Ensuite, vous devez bien comprendre la nature de l'ennemi. L'adversaire que nous combattons est un ennemi hautement mobile, hautement déterminé et fanatique. Si vous voulez les éliminer, vous devez être excellent et très professionnel. Vous devez traiter les soldats de la façon dont ils devraient être traités.

Vous devez aussi avoir l'équipement adéquat. Ces gens se déplacent pendant la nuit. Ils peuvent franchir 50 à 80 km en une seule nuit. Vous devez avoir l'équipement qui vous montre lorsque les gens se déplacent alors qu'ils ne devraient pas le faire, puis vous les éliminez. Ensuite, bien entendu, l'approche pan-sociétale dont nous avons parlé n'est pas seulement un concept militaire. Nous voulons que la société civile soit intégrée, nous voulons le gouvernement et la population civile, parce que les insurgés vivent parmi eux. Nous avons besoin qu'ils soient de notre côté. □

# Un plan directeur pour résoudre les conflits

Le succès des médiations locales au Nigeria pourrait montrer la voie à une application généralisée sur le continent

PERSONNEL D'ADF

**D**ans la vaste région agricole du Middle Belt au centre du Nigeria, Emmanuel Ogbudu est témoin du pouvoir des interventions locales.

Ce gestionnaire de la surveillance et de l'évaluation pour le groupe humanitaire Mercy Corps est depuis plus de 10 ans un professionnel de la paix. Il aime raconter l'histoire d'un fermier de Bokkos, État du Plateau, qui a appelé la police pour qu'ils arrêtent un éleveur de bétail dont le troupeau avait détruit une partie de sa récolte.

Ayant supplié le fermier de stopper les poursuites intentées pour régler l'affaire entre eux, le pastoral contacta son chef local qui avait été formé par Mercy Corps dans les techniques de négociation. Le chef s'est réuni avec le fermier et l'a persuadé de ne pas tenter de poursuites.

La médiation a ensuite commencé pour de bon, déclare M. Ogbudu. Résultat : l'éleveur a payé le fermier pour une petite quantité d'engrais.

« La dispute a été entièrement résolue et les deux parties étaient satisfaites, dit-il à ADF. Cet exemple montre que les gens de la communauté sont vraiment confortables et confiants dans les aptitudes de négociation et de médiation de leurs chefs bien formés et les préfèrent pour résoudre les disputes plutôt que de les envenimer. »

« Il y a beaucoup d'histoires de ce type. »

Au Nigeria où l'insécurité se rencontre au quotidien comme des nuages de tourmente sur certaines régions du pays, les gens considèrent des alternatives au processus de paix. Les





Le leader local Alhaji Shaibu Bayeru prie dans une mosquée du village peul de Luggere dans l'État du Plateau (Nigeria).

AFP/GETTY IMAGES

experts déclarent que le développement des outils et des techniques qui conviennent à la culture et aux traditions locales est crucial pour le succès des médiations.

Selon les résultats très encourageants d'une étude récente, les chercheurs exhortent les responsables à agir localement. Ils disent que les implications pourraient être bénéfiques pour tout le continent.

### « UNE INTERVENTION À BAS PRIX »

En 2022, l'Index mondial de la paix a classé le Nigeria 143ème sur 163 pays et territoires mesurés.

En plus d'une insurrection par les organisations extrémistes violentes et un banditisme et des enlèvements endémiques, le pays souffre d'une série de disputes communautaires le long des divisions ethniques, religieuses, culturelles et économiques, qui semble interminable.

Le Nigeria, qui héberge plus de 250 groupes ethniques, a une population essentiellement divisée entre les musulmans au Nord et les chrétiens au Sud.

Les tensions entre les villages, les tribus, les voisins, les fermiers, les éleveurs, les bandes, les justiciers et autres peuvent éclater à tout moment. Les disputes sur l'idéologie, le territoire et autres ressources se transforment facilement en conflit et effusion de sang.

« Les gens demandent la justice », a déclaré en 2021 Kaltumi Abdulazeez devant un panel de discussion sur la religion, l'identité et le conflit au Nigeria.

En tant que directrice de programme au Centre de médiation interconfessionnel de Kaduna, Mme Abdulazeez supervise des programmes de développement de la paix dans six états au Nord du Nigeria et dans le Middle Belt.

« On dit que la paix la plus onéreuse coûte moins que la guerre la moins chère, dit-elle. Je pense donc qu'il est grand temps de réexaminer la planification pour développer une nouvelle stratégie, analyser le contexte de ce conflit et aussi fournir un contexte local et des solutions locales. »

La confiance est cruciale pour résoudre les conflits.

Selon Rebecca Jayne Wolfe, auteur principal du rapport de 2022 de Mercy Corps, la confiance est créée naturellement entre les responsables locaux, traditionnels, spirituels et informels et leur communauté.

« La présence de l'état [dans le Middle Belt] est extrêmement faible, dit-elle à ADF. Si l'état se montre, il est souvent sujet à la méfiance. »

« Et souvent lorsque vous voyez des étrangers qui s'ingèrent, cela enflamme vraiment plutôt que de réduire les désaccords. Les choses peuvent se stabiliser pendant

Le leader communautaire Yusuf Dayyabu Garga console Yahaya Musa, survivant des attaques de bandit à Jos, au centre Nord du Nigeria. Les affrontements sur les questions de terre et de ressources tourmentent depuis longtemps cette région.

AFP/GETTY IMAGES





Solomon Acharga, qui produit des ignames à Benue (Nigeria), regarde près de son entrepôt presque vide. Les fermiers de la zone d'agriculture au Nigeria, menacés par l'insécurité, abandonnent de plus en plus leurs terres. APP/GETTY IMAGES



Des villageois observent d'autres qui se préparent à évacuer Ganaropp, où des éleveurs peuls ont massacré 35 personnes dans la zone de Barikin Ladi près de Jos en 2018. Des affrontements sur l'utilisation de la terre et les ressources dans l'État du Plateau s'intensifient le long des clivages religieux et ethniques.

AFP/GETTY IMAGES

un petit moment mais dès que les gens partent, le conflit reprend. »

L'étude financée par l'Agence des États-Unis pour le développement international a commencé avec une formation en aptitude de médiation en 2019 et a été publiée en 2022.

Les chercheurs ont sélectionné 340 chefs locaux provenant de 44 communautés dans les États de Benue, Kogi et Plateau pour les former dans la médiation.

Dans des enquêtes de suivi comparant ces 44 communautés à 44 autres où des chefs locaux de ces trois états n'avaient pas reçu de formation, les données ont montré que les aptitudes de médiation ont amélioré la sécurité et la confiance.

Six mois de suivi ont montré une forte réduction de la violence dans les communautés où les responsables avaient été formés dans la médiation.

Près de 30 % des participants aux enquêtes dans ces communautés ont dit qu'ils avaient éprouvé un incident violent pendant cette période, comparé à 55 % des participants dans les communautés où les chefs n'avaient pas été formés.

« Le fait de voir cette différence, une différence de 30 %, c'est énorme », déclare Mme Wolfe.

Les chefs qui ont reçu la formation sentaient qu'ils avaient de meilleures aptitudes de résolution des conflits. Eux-mêmes et les participants à l'enquête dans leur communauté se sentaient plus en sécurité.

Ils ont aussi évalué leurs interactions dans les médiations avec les responsables des groupes en conflit plus positivement que ceux qui n'avaient pas reçu de formation.

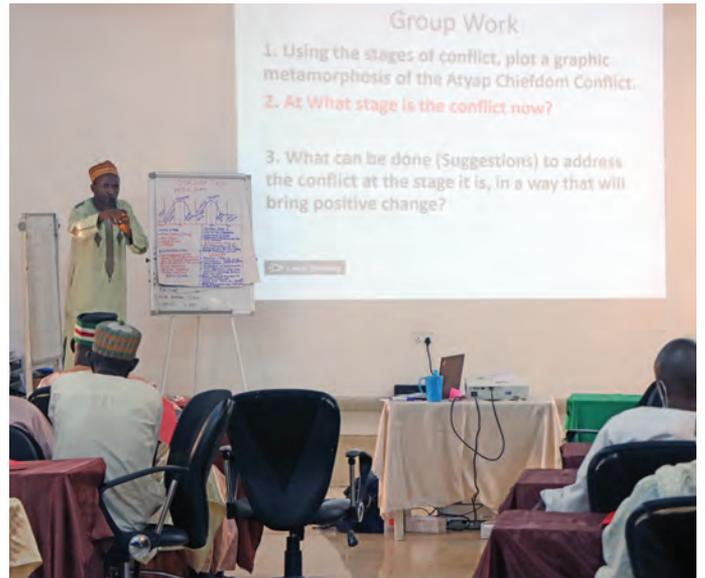
« C'est vraiment frappant, déclare Mme Wolfe, et cette intervention est si économique. »

### **AFFRONTER LES RACINES DU CONFLIT**

Empêcher les disputes et les affrontements locaux de dégénérer serait positif pour tout pays.

En Afrique où certains parmi les plus violents extrémistes terrorisent les civils dans de nombreuses régions, l'amélioration de la résolution locale des conflits pourrait être transformative.

Mme Wolfe qualifie la médiation locale d'outil « sous-exploité ». Dans le



développement d'une boîte à outils plus grande et meilleure au Nigeria, la résolution des conflits au niveau local par la médiation a des avantages prouvés pour bâtir et maintenir la paix.

La réduction de l'insécurité de petite échelle permet aussi aux autorités de déployer des ressources dans les secteurs affectés par des questions plus complexes.

Ces effets indirects pourraient aider le Nigeria à mieux adresser le terrorisme qui dévaste le Nord-Est depuis quatorze ans.

« Des alternatives d'approche sont certainement nécessaires, déclare Mme Wolfe. Ce qui se passe ne fonctionne pas. »

Une autre étude de recherche de Mercy Corps qu'elle a dirigée au Nord-Est du Nigeria consistait à œuvrer avec les chefs religieux locaux qui essayaient de réconcilier et réintégrer d'anciens membres de Boko Haram.

« Ces deux études dans leur ensemble concernent vraiment cela : une approche plus locale, dit-elle. Les personnages de confiance ont beaucoup d'influence sur la dynamique des conflits. »

La guerre contre le terrorisme au Nigeria et ses conflits intercommunaux ont beaucoup en commun, et quelques différences stupéfiantes.

Mme Wolfe note la perte de vie et les dommages économiques du pays.

Mercy Corps a dépensé 60.000 dollars pour former des leaders locaux alors que le budget nigérian de la sécurité a récemment augmenté de 500 millions de dollars pour atteindre 4,8 milliards.

On estime que la violence intercommunautaire dans le Middle Belt fait perdre à

l'économie 13 milliards de dollars et a provoqué plus de morts en 2021 que Boko Haram dans le Nord-Est, déclare Mme Wolfe.

« Ces conflits qui ne reçoivent pas beaucoup de notoriété peuvent en fait avoir de plus grands effets sur la vie des gens », dit-elle.

Mme Wolfe sait que la formation des chefs locaux en médiation ne résoudra pas toute la violence d'un pays, mais la résolution locale des conflits peut s'ajouter à d'autres stratégies de sécurité.

Des chefs locaux participent à un atelier de formation à la médiation dans le centre du Nigeria.

MERCY CORPS

## « La paix la plus onéreuse coûte moins que la guerre la moins chère. »

~ Kaltumi Abdulazeez, chef de programme au Centre de médiation interconfessionnel, Kaduna (Nigeria)

C'est un sentiment auquel Mme Abdulazeez fait écho et qu'elle veut promouvoir.

Elle souhaiterait voir plus de membres de la communauté, en particulier les victimes de la violence, s'impliquer davantage dans le processus de paix et la médiation.

« Il est aussi important de leur donner l'opportunité d'être responsables du processus, dit-elle. Ils devraient faire partie de la planification et la mise en œuvre. »

« Si nous commençons à les engager dans l'ensemble du processus, nous ne faisons pas que développer leur capacité, nous leur donnons un rôle de leadership pour qu'ils puissent gérer et atténuer le conflit et faciliter le dialogue communautaire et les processus de médiation. » □



ILLUSTRATION D'ADF

**MAINTENIR LA PAIX, ASSURER LA**

# VÉRITÉ

## LA DÉSINFORMATION RUSSE FORCE LES MISSIONS DES NATIONS UNIES À COMBATTRE LES MENSONGES

PERSONNEL D'ADF

**A**mina Fofana est membre d'un groupe protestataire malien pro-junte et du Conseil national de transition du gouvernement militaire, l'organisme législatif du pays.

Elle est très visible sur les réseaux sociaux. Sa page de Facebook a environ 5.000 amis et héberge un torrent d'articles qui apparaissent plusieurs fois par jour. Elle est aussi fervente partisane de l'influence russe au Mali et propage sa propagande mensongère et sa désinformation.

Le 9 décembre 2021, elle a affiché un clip vidéo de 3 minutes 27 secondes qui montrait un hélicoptère blanc atterrir dans un champ libre alors qu'au moins quatre jeunes hommes attendaient. Une voix s'est exprimée dans la langue bambara alors qu'une musique de fond jouait faiblement. Un homme est sorti de l'hélicoptère et a déchargé plusieurs sacs et sacs à dos pour ceux qui attendaient. Un homme a filmé la vidéo de la rencontre.

L'article de Mme Fofana prétend que la vidéo montre des gardiens de la paix des Nations unies au Mali qui « fournissent les terroristes et les amènent par hélicoptère du point A au point B ! »

Il n'y a rien de plus faux. Mais cette affirmation est fréquente dans les missions de maintien de la paix de la République centrafricaine (RCA), de la République démocratique du Congo (RDC) et du

Mali. Un élément commun en RCA et au Mali est l'implication des campagnes de désinformation liées à la Russie et la présence d'une force militaire privée soutenue par Moscou.

« En RCA et au Mali, la montée de la désinformation contre les gardiens de la paix de l'ONU a coïncidé avec le déploiement des mercenaires russes du groupe Wagner, respectivement en 2018 et 2021 », écrit Albert Trithart, rédacteur et Research Fellow à l'Institut international de la paix, en novembre 2022. « Bien qu'il soit difficile d'identifier les origines de cette désinformation, les chercheurs en ont tracé une grande partie aux organisations de la société civile ou aux chaînes médiatiques locales ayant des liens financiers avec la Russie. »

Ibrahim Togola, étudiant en philosophie et blogueur malien, a réfuté rapidement les mensonges de Mme Fofana dans un article pour Benbere, site de blog qui prône « la réconciliation et l'apaisement des cœurs pour un Mali uni et ouvert. »

Dans son article du 14 décembre 2021, il cite ce que dit le narrateur de la vidéo : « Ce sont ceux qui tuent notre peuple. Vous dites qu'ils viennent pour nous aider [...], ils amènent leurs équipements dans notre brousse pour tuer nos riziculteurs. »

La meilleure preuve de la mauvaise



Les stations telles que Radio Guira créée par la MINUSCA à Bangui (République centrafricaine) aident à transmettre des informations de confiance aux civils. MINUSCA

caractérisation de la vidéo provient d'un utilisateur de Facebook à Bangui (RCA). Dans un commentaire sur l'article de Mme Fofana, il a remarqué que l'hélicoptère n'était pas un aéronef onusien et n'était même pas au Mali. En fait, il était en RCA et présentait un logo d'African Parks à l'avant. Il ravitaillait des employés qui gèrent la réserve naturelle de Chinko.

African Parks est une organisation non gouvernementale sud-africaine, et l'un de ses responsables a confirmé que l'hélicoptère leur appartenait et qu'il effectuait une mission de ravitaillement de routine, selon le blog de Togola.

### UN PANORAMA DE MENSONGES

Alors que la violence et l'instabilité politique persistent en RCA, en RDC et au Mali, l'atmosphère est pleine de désinformation et de mensonges, dont une grande partie est produite par des agents russes et leurs alliés. L'identification de et la lutte efficace contre ces mensonges est difficile et les responsables de l'ONU ont commencé à formuler des réponses coordonnées seulement récemment.

Depuis 2017 environ, la désinformation en ligne contre les missions de maintien de la paix de l'ONU et les gardiens de la paix individuels en RCA, en RDC et au Mali a augmenté. « Selon les fausses affirmations les plus courantes, [les missions de maintien de la paix] MINUSCA et MINUSMA pillent les ressources naturelles et entrent en collusion avec les groupes armés ou les djihadistes », écrit M. Trithart, en se référant respectivement aux missions de la RCA et du Mali.

En 2022, la désinformation a diminué quelque peu contre la MINUSCA en RCA, mais elle a augmenté au Mali contre la MINUSMA, écrit-il. La hausse au Mali semblerait coïncider avec l'engagement croissant des mercenaires du groupe Wagner et le retrait des Forces françaises qui étaient restées dans le pays pendant une dizaine d'années.

En 2013, la MINUSMA marque son dixième anniversaire. Ce faisant, elle découvre que les défis qu'elle affronte ne sont pas moins difficiles que ceux de ses débuts. Elle reste la mission de maintien de la paix la plus dangereuse sur le continent. Bien que ce ne soit pas la plus grande, elle est active dans l'un des environnements les plus inhospitaliers et difficiles en affrontant tout un éventail d'organisations extrémistes violentes.

De même, la RCA qui héberge aussi des mercenaires russes reste dangereuse parmi les tensions persistantes entre les milices musulmanes et chrétiennes. En RDC, plus de 100 groupes armés rôdent dans la région de l'Est, à 1.500 km de Kinshasa, siège du gouvernement national.

Les chaînes médiatiques professionnelles sont rares dans ces pays, ce qui laisse un « vide de l'information » qui fournit un terrain fertile pour la désinformation et les rumeurs, écrit M. Trithart. Ceci est combiné à la colère des gens concernant l'insolubilité de la violence et l'intervention étrangère qui la combat. Les rumeurs sur Covid-19 et l'Ebola, en particulier dans l'Est de la RDC, ont aggravé le problème en alimentant et s'alimentant des sentiments anticoloniaux et des efforts de désinformation.

### L'ONU EN PREND NOTE

António Guterres a promis en 2016 lorsqu'il a prêté serment en tant que secrétaire général que les Nations unies « communiqueraient mieux sur ce que nous faisons, de façon que tout le monde comprenne ».

Dans un discours devant le Conseil de sécurité le 12 juillet 2022, M. Guterres a reconnu le panorama d'information périlleux auquel font face les missions de maintien de la paix dû aux acteurs malveillants.

« Les armes qu'ils brandissent ne sont pas seulement des fusils et des explosifs, a-t-il dit. La mésinformation, la désinformation et les

discours haineux sont de plus en plus employés comme armes de guerre », avec l'intention claire « de déshumaniser le soi-disant étranger, de menacer les communautés vulnérables, ainsi que les gardiens de la paix eux-mêmes, et même de donner licence pour commettre des atrocités. »

M. Guterres note le besoin de communications stratégiques efficaces pour protéger les civils et les gardiens de la paix. La communication stratégique « axée sur l'humain » qui aide à développer des relations est la façon « la meilleure et la plus économique » de contrer les infox et la désinformation, dit-il.

« Plus que le simple désamorçage des liens dangereux, la mise en œuvre d'une communication bidirectionnelle personnalisée développe la confiance ainsi que le soutien politique et public..., renforce la compréhension de nos missions et nos mandats parmi la population locale, et en retour renforce la compréhension de nos gardiens de la paix concernant les préoccupations, doléances, attentes et espérances de la population locale ».

Plusieurs actions sont en cours pour améliorer les communications stratégiques du maintien de la paix. La première consiste à assurer une « approche de toute la mission » parmi le personnel en uniforme et le personnel civil. Deuxièmement, les responsables de mission sont chargés d'assurer que les communications stratégiques soient intégrées dans l'ensemble de la planification et la prise de décision. La formation et le partage des meilleures pratiques seront fournis à toutes les missions et des outils seront déployés pour contrer la désinformation, la mésinformation et les discours haineux. L'ONU surveille aussi continuellement ses campagnes d'information pour s'assurer qu'elles restent efficaces.

Finalement, les communications stratégiques amélioreront la prise de responsabilité et mettront fin aux manquements tels que l'exploitation sexuelle. Un tel comportement peut empoisonner l'environnement informationnel et monter les civils contre les gardiens de la paix. La désinformation et la mésinformation peuvent s'envenimer et se propager en cas de manque de confiance.

Selon l'observatoire mondial de l'International Peace Institute, un sondage conduit au début 2022 auprès des gardiens de la paix de l'ONU a découvert que 41 % déclaraient que la désinformation et la mésinformation « entravaient de façon critique ou grave » les mandats des missions, et 45 % déclaraient qu'elles mettaient aussi en danger la sécurité des gardiens de la paix.

## CONTRE LA DÉSINFORMATION

Le discours du 12 juillet 2022 de M. Guterres était la première fois que le Conseil de sécurité de

## LES ÉLÉMENTS DU DÉSORDRE DE L'INFORMATION

PERSONNEL D'ADF

Les mensonges et les rumeurs peuvent apparaître sous des formes différentes et sur diverses plateformes dans les missions de maintien de la paix. Les mauvaises informations peuvent se propager de bouche à oreille, sur les réseaux sociaux ou à cause d'acteurs externes malveillants, par exemple par l'intermédiaire des efforts appuyés par la Russie.

Dans leur étude de 2017 « Le désordre de l'information : vers une structure interdisciplinaire pour la recherche et l'élaboration des politiques » pour le Conseil de l'Europe, les chercheurs Hossein Derakhshan et le Dr Claire Wardle définissent quelques expressions utiles :

**DÉSINFORMATION :** Cette information est fautive et fabriquée pour nuire intentionnellement aux personnes, aux groupes sociaux, aux organisations ou à un pays. Par exemple, la création et la propagation d'une accusation fautive selon laquelle les gardiens de la paix fournissent des armes aux terroristes.

**MÉSINFORMATION :** Cette information est également fautive mais elle n'a pas d'intention délibérée de nuire. Par exemple, les chefs communautaires pourraient sans le vouloir propager une rumeur fautive qu'ils pensent être vraie.

**MALINFORMATION :** Ce type d'information, bien que basé sur la réalité, est utilisé pour nuire. Par exemple, un agent pourrait transmettre des informations ou des données au public alors que celles-ci auraient dû rester privées. Cette catégorie peut inclure les discours haineux.

« Le désordre de l'information : vers une structure interdisciplinaire pour la recherche et l'élaboration des politiques », 2017, par le Dr Claire Wardle et Hossein Derakhshan

L'ONU avait abordé les communications stratégiques dans les opérations de maintien de la paix, selon « Protéger la vérité : les opérations de paix et la désinformation », étude d'octobre 2022 du Centre pour les opérations internationales de paix basé à Berlin, par Monika Benkler, le Dr Annika Hansen et Lilian Reichert.

Le Conseil de sécurité a demandé à M. Guterres de développer un examen des communications stratégiques dans les opérations de maintien de la paix pour « évaluer les capacités existantes et l'impact sur les communautés locales, identifier les lacunes et les défis, et proposer des mesures pour y répondre », selon une annonce de presse de l'ONU.

Mais entre-temps, les missions ont pris certaines mesures sur le terrain pour aider à améliorer l'environnement informationnel et combattre la mésinformation et la désinformation.

En RCA, le personnel de police des Nations unies (UNPOL) a conduit des sessions d'information avec des élèves dans les lycées civils de Bangui pour expliquer le mandat de la mission et



**EN TANT QUE JOURNALISTES, NOUS DEVONS  
FOURNIR DES INFORMATIONS PROVENANT DE  
SOURCES VÉRIFIÉES, POUR QUE CELA PUISSE  
BÉNÉFICIER À LA POPULATION, CONFORMÉMENT À  
NOTRE ÉTHIQUE PROFESSIONNELLE. »**

— Serge Lambas, rédacteur du journal Étoile



Les gardiens de la paix sénégalais au Mali assurent la sécurité en décembre 2022 sur la route de Yawakanda pour célébrer un pont reconstruit par la MINUSMA. HARANDANE DICKO/MINUSMA

les efforts entrepris par UNPOL pour soutenir la paix dans le pays.

Les jeunes ont vu l'équipement de l'ONU et écouté des responsables parler de la mission de la MINUSCA. Jean-Pierre Lacroix, sous-secrétaire général de l'ONU pour les opérations de paix, a applaudi cet effort sur Twitter en disant : « La lutte contre #disinformation et #misinformation commence avec les jeunes. »

Une telle sensibilisation peut avoir beaucoup de valeur pour équiper les civils, en particulier les jeunes qui utilisent beaucoup les réseaux sociaux, afin qu'ils puissent distinguer entre les initiatives légitimes des missions et les rumeurs et mensonges.

En juin 2021, la MINUSCA a invité des rédacteurs de journaux et des chefs de la société civile à Bangui pour une session sur la lutte contre la désinformation. L'Association des blogueurs de Centrafrique, le Consortium des journalistes contre la désinformation et l'Association « Fake Check » de Centrafrique ont participé, entre autres.

Serge Lambas, rédacteur du journal Étoile, a exhorté ses collègues journalistes à respecter l'éthique de leur métier. « En tant que journalistes, nous devons fournir des informations provenant de sources vérifiées, pour que cela puisse bénéficier à la population, conformément à notre éthique professionnelle », a-t-il déclaré, selon un rapport d'actualité de la MINUSCA.

Thibaut Logbama Mokole, secrétaire général d'une association représentant les victimes de la désinformation, a déclaré : « Après cette formation, nous retournerons dans nos bases respectives pour montrer à nos membres comment utiliser les réseaux sociaux, en particulier Facebook, et comment éviter de publier des informations fausses. »

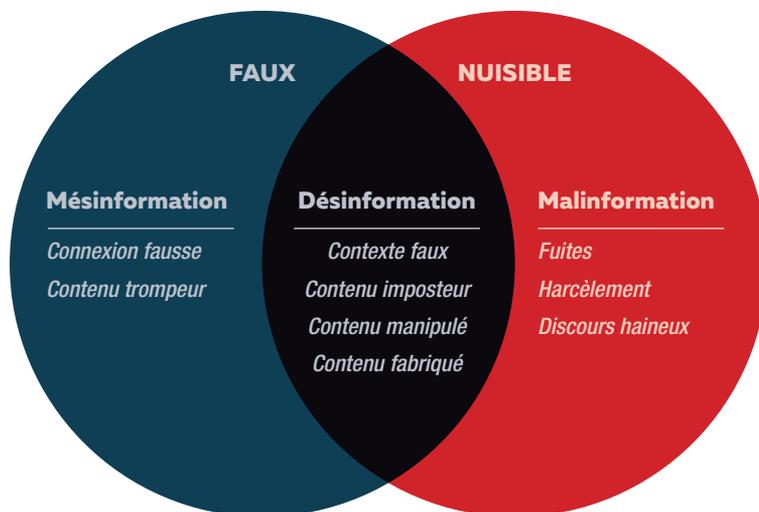
## LA MARCHÉ À SUIVRE

Alors que la population de l'Afrique augmente et devient proportionnellement plus jeune, il est raisonnable de postuler que l'engagement avec les réseaux sociaux augmentera. Alors que les conflits continuent dans des lieux tels que la RCA, le Mali et ailleurs, les vides d'informations persisteront. L'ONU, les gouvernements nationaux et les organisations de la société civile n'auront pas d'autre choix que de continuer à faire face à la désinformation et la mésinformation.

Les missions de maintien de la paix devront développer de nouveaux moyens pour contrer la désinformation afin de protéger leur propre personnel. selon le rapport du Center for International Peace Operations. Il présente quatre secteurs d'amélioration :

**LA SENSIBILISATION SITUATIONNELLE :** Les missions devraient « cartographier le

## LE DÉSORDRE DE L'INFORMATION



Source : « Le désordre de l'information : vers une structure interdisciplinaire pour la recherche et l'élaboration des politiques », 2017, par le Dr Claire Wardle et Hossein Derakhshan

panorama des médias » et surveiller les réseaux sociaux tout en éduquant aussi le personnel sur le terrain au sujet de la désinformation. Les conditions sujettes à la désinformation, par exemple les périodes précédant des élections, devraient être surveillées pour déceler des vulnérabilités.

**LA RÉPONSE :** Chaque mission devrait avoir une stratégie de communication générale qui personnalise des approches pour les groupes vulnérables à la désinformation. Le personnel de la mission devrait aussi partager activement des informations vérifiées et fiables et « surveiller les droits de l'homme dans l'espace du numérique. »

**LA RÉSILIENCE :** Les missions doivent constamment analyser les points faibles et y répondre selon les besoins, tout en évaluant aussi régulièrement la technologie de l'information et les communications pour identifier et surveiller les systèmes vulnérables à la désinformation. Les missions devraient aussi aider les gouvernements hôtes à contrôler les plateformes en ligne et protéger les données. Le développement des capacités et des connaissances entre les journalistes, les jeunes et les représentants de la société civile est essentiel.

**LA COOPÉRATION :** Les missions devraient travailler avec les pays hôtes et les sociétés de réseaux sociaux pour contrôler de façon appropriée le contenu, les informations d'échange et les meilleures pratiques avec les autres missions de maintien de la paix. La fourniture d'une formation pour les pays contributeurs de soldats serait aussi utile. □

# LE RÉEXAMEN DU MAINTIEN DE LA PAIX

LES MANIFESTATIONS, LA VIOLENCE ET LES  
MANDATS PROLONGÉS FORCENT LES EXPERTS À  
CHERCHER DES MOYENS POUR L'ADAPTER



Les manifestants allument un incendie devant le quartier général de la MONUSCO à Goma (République démocratique du Congo). AFP/GETTY IMAGES



#### PERSONNEL D'ADF

Les missions de maintien de la paix fournissent toujours des solutions à de nombreux défis de sécurité parmi les plus difficiles du monde. Mais il existe un consensus croissant sur le fait que le maintien de la paix doit s'adapter pour rester adéquat.

Dans des lieux tels que le Mali, la République démocratique du Congo (RDC) et le Soudan du Sud, les missions des Nations unies ont été prolongées pendant une dizaine d'années ou plus. Ces missions de stabilisation multidimensionnelles à grande échelle incluent typiquement dix pays contributeurs de troupes ou plus et coûtent jusqu'à 1,5 milliard de dollars par an.

Au lieu de surveiller un cessez-le-feu comme l'avaient fait de nombreuses missions dans les décennies antérieures, les gardiens de la paix doivent affronter les insurrections, les milices ou les groupes extrémistes. Ces ennemis emploient des tactiques asymétriques qui prennent pour cible les gardiens de la paix aussi bien que les civils. Les résultats sont mitigés et la colère des civils est manifeste.

Des manifestations ont éclaté en 2022 dans l'Est de la RDC lorsque des émeutiers ont attaqué cinq bases onusiennes de la MONUSCO et incendié des véhicules. Les manifestants ont protesté contre la détérioration de la sécurité malgré la présence de 12.000 gardiens de la paix et des missions qui ont duré plus de 20 ans, avec des noms différents.

Un manifestant congolais appelé William Mbokani a déclaré au *New Humanitarian* : « Pourquoi ne serais-je

pas en colère ? J'ai 22 ans... [et je suis] né et [j'ai été] élevé dans la guerre, malgré la présence de la MONUSCO. »

Les sympathisants se précipitent pour fournir des preuves montrant

que le maintien de la paix est efficace. Une série de seize études sanctionnées par un comité de lecture et publiées par les Nations unies indiquent que les gardiens de la paix réduisent le nombre de décès civils, écourtent les conflits et aident à faire respecter les accords de paix. « Si nous examinons les antécédents de façon systématique, le maintien de la paix fonctionne bien dans la plupart des cas », déclare Lise Howard, auteur de « *The Power in Peacekeeping* » [Le pouvoir du maintien de la paix].

Mais les manifestations telles que celles de la RDC suscitent une introspection et de nouvelles idées sur la façon dont le maintien de la paix pourrait être adapté afin de satisfaire aux demandes urgentes du 21<sup>ème</sup> siècle.

#### Plus petites et plus courtes

Il est devenu habituel pour les mandats des missions de l'ONU d'être prolongés afin d'incorporer des efforts de reconstruction « pan-sociétaux ». Ceux-ci peuvent inclure tout un éventail, depuis le désarmement et la réintégration des rebelles jusqu'à la formation des policiers. Ils sont

Un gardien de la paix de l'ONU participe à une cérémonie pour six camarades qui ont été tués lors d'affrontements avec des milices dans la province du Nord-Kivu (République démocratique du Congo). Les missions de l'ONU en Afrique exposent fréquemment les gardiens de la paix à des attaques dans des environnements de sécurité complexes. AFP/GETTY IMAGES



Les gardiens de la paix observent des manifestants à l'extérieur d'une base de la MONUSCO à Goma (République démocratique du Congo). AFP/GETTY IMAGES

parfois appelé des « mandats d'arbre de Noël » parce qu'on y ajoute des objectifs comme des ornements. Dans un article de l'Institut pour les études de sécurité, les chercheurs Paul-Simon Handy et Félicité Djilo affirment que le temps est venu de réduire leur portée.

« Les missions de maintien de la paix sont cruciales pour faire face aux menaces de sécurité internationales, écrivent-ils. Mais il est aussi important de réexaminer leur forme et leur format pour assurer leur efficacité et leur légitimité locale. »

Ils déclarent que les mandats devraient être réduits pour inclure au maximum trois objectifs, principalement

dans les domaines de la politique et la sécurité. Ils font aussi appel à une limite de temps stricte sur la présence d'une mission pour « éviter les sentiments d'autosatisfaction interne » et « assurer une conduite professionnelle et éthique ».

« Les longues périodes passées dans un pays créent souvent plus de problèmes que les gardiens de la paix doivent résoudre. »

L'idée de missions plus petites et plus focalisées gagne de la traction. L'ONU n'a pas envoyé de force de maintien de la paix de grande envergure depuis celle de 2014 en République centrafricaine. Richard Gowan, directeur de l'ONU pour l'International Crisis Group, écrit qu'il existe un intérêt croissant pour des missions d'observation plus petites, « unidimensionnelles ».



« Les grandes missions de l'ONU ont assumé tout un éventail de tâches... qu'elles ont souvent des difficultés à accomplir, écrit M. Gowan pour la World Politics Review. Il semble raisonnable de se refocaliser sur la réalisation d'une série d'objectifs plus limitée mais réaliste. »

### Ponctuelles et adaptatives

Les groupes d'insurgés et les extrémistes ne respectent pas les frontières nationales. Ils agissent souvent dans des régions frontalières poreuses où ils peuvent échapper à la capture. Pourtant, la plupart des opérations de maintien de la paix ont un mandat qui leur permet d'être actives dans un seul pays. La Force africaine en attente est aussi limitée car les pays affectés sont divisés par leur communauté économique régionale.

Le Dr Cedric de Coning d'Afrique du Sud est un conseiller principal au Centre africain pour la résolution constructive des litiges (ACCORD). Il pense que les opérations de maintien de la paix seront à l'avenir des coalitions de pays situés dans des régions voisines, qui ont un intérêt direct pour rétablir la paix dans un seul pays ou une région plus vaste. Il les appelle des coalitions « ponctuelles » ou « juste à temps ».

« Un grand nombre de mécanismes standards pré-définis que nous avons élaborés fonctionnent bien théoriquement mais ils ne se conforment pas aux besoins concrets du moment », déclare le Dr de Coning à ADF.

Il existe des preuves d'un changement vers ce type de modèle ponctuel. Les nations de la Commission du bassin du Tchad ont créé la Force multinationale mixte pour

faire face à Boko Haram et aux autres groupes extrémistes actifs dans une région où quatre pays se rejoignent. Dans la force conjointe du G5 Sahel, cinq pays se sont unis pour combattre l'extrémisme au Sahel.

Le Dr de Coning déclare que ces missions ponctuelles peuvent être particulièrement efficaces lorsque les forces agissent au sein de leurs propres frontières ou reçoivent la permission de franchir la frontière pour entrer dans un pays voisin. Ceci élimine certains problèmes de juridiction, simplifie les règles concernant l'emploi de la force et réduit la possibilité que les soldats soient considérés comme des envahisseurs.

D'autres coalitions récentes telles que la Force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est en RDC et la Mission de la Communauté de développement d'Afrique australe au Mozambique ont été composées de groupes de pays régionaux motivés pour intervenir dans des pays où la sécurité s'était détériorée.

« Les voisins ont un intérêt direct dans la sécurité de cette région, contrairement à une opération onusienne qui fait du va-et-vient et dont les pays contributeurs de soldats sont très éloignés, déclare le Dr de Coning. Cela fonctionne bien lorsque vous mettez en œuvre un cessez-le-feu, mais en ce qui concerne la lutte contre les insurrections, vous voulez des gens qui ont un intérêt plus direct dans une solution. »

À l'avenir, il pourrait exister un menu d'options et de modèles de maintien de la paix qui pourrait être utilisé en fonction de la menace. Le Dr de Coning pense qu'il existe aussi une tendance vers la fourniture par l'ONU d'un soutien logistique et financier aux missions de l'Union africaine ou des communautés économiques régionales.

« Nous constaterons plusieurs types différents d'opération qui coexisteront et les gens choisiront les opérations à employer en fonction du contexte, de ce qui est politiquement viable et logistiquement possible », dit-il.

### Des commentaires locaux

L'une des plaintes prédominantes des résidents de la RDC concerne l'impossibilité d'être écouté. Un avocat congolais qui organisait des manifestations a critiqué les « mauvaises communications » de la mission de l'ONU et déclaré que les gardiens de la paix ne répondaient pas aux alertes du public concernant les menaces imminentes.

L'ONU a des mécanismes pour recevoir les commentaires des civils, tels que les conseils locaux de protection, les réseaux d'alerte communautaires et le personnel de mission responsable pour la sensibilisation communautaire. Mais selon Fred Carver, conseiller de l'Association des Nations unies – Royaume-Uni, ils manquent de ressources. Il pense que les missions futures devront considérer la communauté hôte comme cliente. Ceci



Une jeune Congolaise dans la commune de Kiwanja fait un signe de la main aux gardiens de la paix de la MONUSCO. Une insécurité continue en République démocratique du Congo et des relations qui se détériorent entre les gardiens de la paix et les civils ont conduit à un réexamen des stratégies. REUTERS



Les gardiens de la paix de la MONUSCO conduisent des patrouilles dans des zones de la province du Nord-Kivu (République démocratique du Congo) qui ont été attaquées par les groupes rebelles.

REUTERS

signifierait que les membres des communautés définissent les priorités et les objectifs pour les Nations unies.

« Les opérations de maintien de la paix de l'ONU peuvent être conduites plus localement ou continuer à être résistées localement, écrit-il sur le site web Pass Blue. Le moment d'un grand changement est venu. »

De même, Paul-Simon Handy et Félicité Djilo déclarent que les évaluations semestrielles des missions devraient inclure les parties prenantes des gouvernements locaux et de la société civile pour assurer « un degré d'appropriation locale des mandats ».

L'ONU devrait avoir pour priorité la bonne compréhension de la façon dont elle est perçue par le pays hôte et s'efforcer de faire face aux doléances ou aux malentendus avant qu'ils n'éclatent en violence, disent-ils.

« L'ONU devrait développer une série de mesures pour assurer l'acceptation locale des missions de maintien de la paix, écrivent-ils. Elles peuvent servir d'outils d'alerte précoce et de guide contre les campagnes de désinformations ciblées. »

### Un maintien de la paix qui soutient le processus de paix

L'une des leçons provenant de la RDC est qu'une mission de maintien de la paix doit soutenir un processus de paix. Le Dr de Coning se réfère à la création en 2013 de la brigade d'intervention de la force de la MONUSCO. Cette force offensive constituée de trois bataillons avait

pour mandat de lancer des opérations contre les groupes rebelles. La brigade a enregistré des succès et a vaincu les rebelles du Mouvement M23 dans une série de batailles qui ont conduit à leur reddition en novembre 2013.

Mais il déclare que le succès militaire n'a pas été soutenu par un processus politique pour résoudre les problèmes ancrés sur le terrain. La tendance vers la paix a été perdue. En date de 2022, les M23 s'étaient regroupés, étaient revenus et attaquaient à nouveau des villages et occupaient un territoire.

« La leçon à en tirer, c'est qu'un groupe peut être vaincu à court terme, mais si le problème n'est pas solutionné politiquement, le groupe ou un autre groupe reviendra en fin de compte », dit-il.

Il pense que les missions futures de l'ONU devraient seulement être déployées pour soutenir un processus de paix viable. Dans les cas où il existe plusieurs acteurs asymétriques, il est préférable de construire des coalitions régionales de forces armées pour intervenir et restaurer la paix.

« Ma recommandation aux Nations unies serait de se concentrer sur des opérations basées sur l'assentiment, où il existe un processus de paix en place. Et de remettre les opérations qui nécessitent une garantie de sécurité, qui nécessitent l'emploi de la force, entre les mains des coalitions de volontaires ou des organisations régionales qui détiennent ce type de capacité. » □



BATTEMENT DU CŒUR  
DE L'AFRIQUE



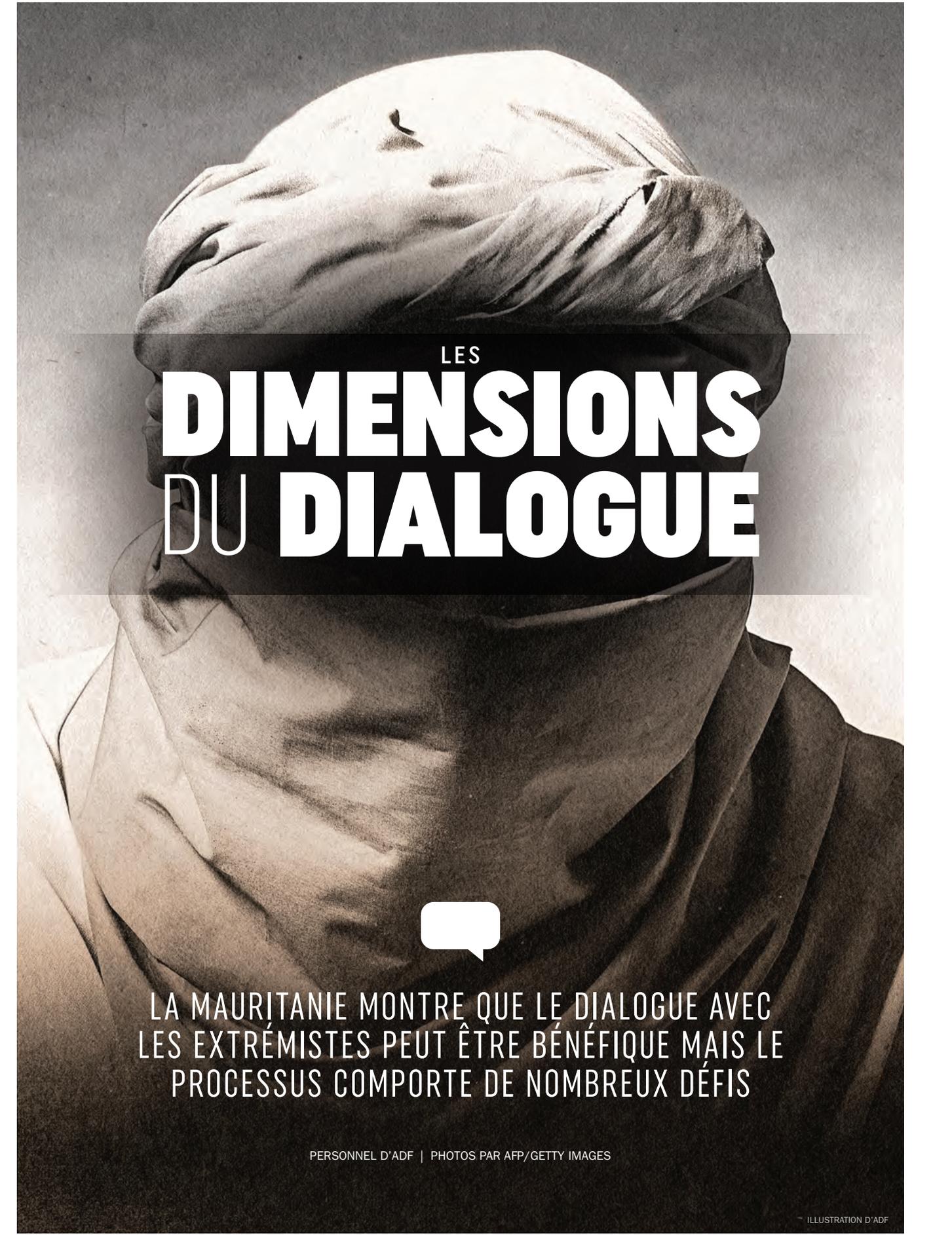
SERGENT D'ÉTAT-MAJOR SEAN CARNES/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS



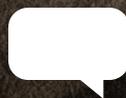
# UNE FORMATION POUR PRÉSERVER LA PAIX

## PERSONNEL D'ADF

Le Botswana reste depuis des dizaines d'années l'un des pays les plus pacifiques du continent africain. Mais la stabilité et la prospérité ne devraient pas plonger les pays dans l'autosatisfaction en ce qui concerne la sécurité interne ou dans leur région. La Force de défense du Botswana (BDF) a déjà un contingent qui participe à la Mission multinationale de la Communauté de développement d'Afrique australe au Mozambique, où les extrémistes conduisent depuis des années une insurrection armée féroce dans le Nord. Il est essentiel de maintenir les forces dans un état de préparation aux réponses nationales et régionales, ainsi que pour les obligations du maintien de la paix. C'est pourquoi la BDF a participé à la Formation d'échange combinée conjointe (JCET) avec l'état-major des opérations spéciales des États-Unis pour l'Afrique à la base aérienne de Thebephatshwa (Botswana) en août et septembre 2022. Le programme JCET aide à promouvoir la sécurité et la stabilité. Les engagements développent et maintiennent les connexions entre les armées et améliorent l'état de préparation et la capacité à travailler ensemble. L'engagement d'août-septembre était le deuxième événement JCET entre le Botswana et les forces américaines en 2022. Le premier s'est déroulé en mars. La formation a inclus la fonction d'éclaireur, l'avancée vers des positions ennemies potentielles et l'analyse des points d'entrée pour de tels objectifs.



LES  
**DIMENSIONS  
DU DIALOGUE**



LA MAURITANIE MONTRE QUE LE DIALOGUE AVEC  
LES EXTRÉMISTES PEUT ÊTRE BÉNÉFIQUE MAIS LE  
PROCESSUS COMPORTE DE NOMBREUX DÉFIS

PERSONNEL D'ADF | PHOTOS PAR AFP/GETTY IMAGES

ILLUSTRATION D'ADF

**A** lors que la lumière du jour pointait à l'aurore du 4 juin 2005, quelques dizaines de soldats mauritaniens ont commencé à se préparer pour une affectation dans un avant-poste éloigné près des frontières avec l'Algérie et le Mali.

La zone s'appelle El Hank ; elle est située dans l'une des régions les plus arides du Sahara, et bien connue pour les allées et venues des bandits et des trafiquants. C'est un exemple idéal de l'un des nombreux espaces non gouvernés d'Afrique : loin de Nouakchott, la capitale du pays, et loin des centres de population principaux des pays voisins.

Plus de 150 extrémistes alignés avec le Groupe salafiste pour la prédication et le combat sont descendus sur l'avant-poste d'El Hank en tuant au moins 15 soldats et blessant 17 avant de s'échapper, selon Radio France Internationale. 9 terroristes sont morts dans les affrontements. Les autres ont volé 6 véhicules tout terrain et des armes lourdes.

Cette attaque, plusieurs années avant que le Sahel ne devienne synonyme de la violence extrémiste, était l'une d'une série de 11 incidents entre 2005 et 2011. Au printemps 2005, les autorités mauritaniennes ont démantelé une cellule terroriste. L'attaque à El Hank s'est produite quelques mois plus tard.

Il y a eu 9 autres incidents entre 2007 et 2011, selon



Les spectateurs applaudissent un défilé militaire à Nouakchott lors du soixantième anniversaire de l'indépendance de la Mauritanie en novembre 2020.

un reportage de l'Institut pour les études de sécurité (ISS) en décembre 2019.

Qu'est-ce qui a donc changé depuis 2011 ? Comment la Mauritanie a-t-elle échappé au sort de nombreux pays voisins pendant si longtemps ?

En premier lieu, la Mauritanie a lancé une campagne pour améliorer sélectivement et fournir un matériel militaire, améliorer l'infrastructure et



Des membres d'une tribu conduisent une caravane entre Tichitt et Aratane. La Mauritanie a de longs antécédents de culture nomade dans son vaste désert.

renforcer la formation et le salaire des soldats. Son budget militaire national a quadruplé à 160 millions de dollars entre 2008 et 2018, selon un rapport du Centre d'études stratégiques de l'Afrique de 2020 par Anouar Boukhars, professeur de contre-terrorisme et de lutte contre l'extrémisme violent.

Ensuite, le gouvernement a amélioré son engagement dans les régions distantes en établissant de petites communautés pour concentrer les résidents ruraux dispersés. Cette mesure a créé des « positions défendables » près de la frontière malienne tout en améliorant les conditions de vie et préservant la culture nomade, selon le professeur Boukhars.

La Mauritanie a aussi choisi d'engager des dialogues avec des éléments extrémistes, mesure qu'elle a justifiée en la qualifiant de « défensive et nécessaire ».

« Certains observateurs affirment que l'un des ingrédients pour le succès de la sécurité en Mauritanie pourrait être les voies de communication ouvertes et les contacts avec les groupes armés et les trafiquants, écrit-il. D'autres affirment que ceci manque de vision et sape les efforts régionaux pour affronter les groupes extrémistes violents transnationaux. »

Les conditions et le contexte sont différents lorsque des dialogues sont engagés pour promouvoir la paix. Ce qui fonctionne bien dans un endroit tel que la Mauritanie pourrait ne pas réussir ailleurs. Les compromis possibles doivent souvent être évalués en fonction du bien collectif d'une nation et de son peuple.

## LE POUVOIR DE LA CONVERSATION

Pendant la période d'attaques extrémistes, qui a duré plusieurs années, les autorités mauritaniennes ont décidé de traiter les causes de la radicalisation religieuse, selon un rapport d'avril 2022 de l'ISS par

les chercheurs principaux Hassane Koné et Ornella Moderan, chef du programme du Sahel pour le bureau d'Afrique de l'Ouest de l'institut.

Le processus a commencé lorsque les autorités ont parlé à 70 prisonniers pour apprendre pourquoi ils étaient devenus radicalisés et pour les réintégrer dans la société civile. En janvier 2010, la Mauritanie a lancé une série de débats conduits par des responsables religieux qui ont aidé les participants à convenir de « l'idéal non violent du djihad ». De ce fait, deux tiers des prisonniers ont accepté de renoncer à l'extrémisme et d'abandonner leurs armes. En échange, ils ont reçu une grâce ou une réduction de peine et une aide financière pour faciliter leur réintégration.

Le dialogue a aussi cherché à mettre fin à l'expansion de l'idéologie islamique salafiste violente. L'approche de la Mauritanie a souligné la « tradition de tolérance » de l'Islam, comme l'a écrit Hassane Koné dans un rapport de l'ISS en 2019.

Certains religieux islamiques employés dans les dialogues avaient été eux-mêmes emprisonnés, selon un article de 2019 par Frederic Wehrey pour la Fondation Carnegie pour la paix internationale. Il a été dit aux prisonniers qu'ils pouvaient demander la charia pour la Mauritanie du moment qu'ils le faisaient pacifiquement et que les invités non musulmans étaient considérés comme des « personnes protégées » selon les textes islamiques.

Le gouvernement a aussi recensé les médersas (écoles coraniques) pour qu'elles puissent être

Des soldats mauritaniens attendent dans des camions à un avant-poste du G5 Sahel dans le Sud-Est le long de la frontière avec le Mali. Des améliorations militaires entre 2008 et 2018 ont inclus des pick-ups et autre matériel.



surveillées ; puis il a recruté des centaines de ces élèves et leur a offert une formation professionnelle et un emploi dans le secteur public pour éviter de les exposer à la propagande extrémiste, écrit Hassane Koné.

Toutefois, les deux auteurs se précipitent pour ajouter que l'expérience de la Mauritanie ne fonctionnera pas automatiquement pour ses voisins sahéliens de l'Est.

Les pays tels que le Burkina Faso, le Mali et à un degré moindre le Niger sont affectés par un éventail d'insurgés et d'extrémistes plus diversifiés. « Pour qu'il fonctionne là-bas, le dialogue devra être étendu aux chefs, aux combattants actifs et aux personnes associées aux groupes extrémistes violents, femmes et hommes. »

L'idéologie n'est pas non plus le seul facteur de la participation extrémiste.

« Beaucoup rejoignent pour se protéger et protéger leur famille et leurs moyens de subsistance ou pour se venger des abus commis par les forces armées nationales. Ces motivations reflètent souvent des frustrations sur l'injustice sociale, un manque d'opportunités et un mauvais accès aux services de base tels que l'eau, l'éducation et la santé. Elles sont aggravées par de sérieuses carences dans les services de sécurité gouvernementaux et les systèmes judiciaires. »

C'est pourquoi l'idéologie devra faire partie d'une stratégie plus vaste qui répondra à d'autres facteurs de l'extrémisme, par exemple les raisons économiques, sécuritaires, sociales et politiques. En outre, les combattants de base pourraient avoir des raisons différentes de celles des décideurs et des chefs pour rester dans les groupes extrémistes.

## LES DANGERS DES COMPROMIS

L'idée d'éliminer les différences par les dialogues et de négocier semble positive au premier abord, mais les écueils potentiels sont nombreux, en particulier avec les organisations extrémistes violentes. De nombreuses questions vitales se posent lorsque le dialogue est envisagé. Le scientifique politique Alex Thurston en énumère plusieurs dans son article d'août 2022 pour *The New Humanitarian*, « Des pourparlers de paix avec les djihadistes du Sahel ? Cela en vaut la peine » :

- Peut-on faire confiance aux extrémistes qui s'engagent pour des raisons autres que de simples gains tactiques ?
- Souhaiteraient-ils renoncer à leurs liens avec les organisations terroristes mondiales telles que l'État islamique et al-Qaïda ?
- La pression internationale limiterait-elle le succès potentiel du dialogue ?
- Et finalement, que souhaitent vraiment les populations locales qui font face à un danger imminent ?

L'idée a aussi de nombreux autres problèmes. Les gouvernements, les organisations non

gouvernementales et autres acteurs soulignent souvent l'importance des commentaires civils dans le processus de paix, écrit le professeur Thurston. Mais les civils qui vivent dans des enclaves menacées constamment par la violence pourraient accepter des conditions déplaisantes pour les acteurs nationaux et internationaux.

« Que se passe-t-il si certains résidents locaux acceptent de compromettre les valeurs libérales, telles que le sécularisme, l'égalité des sexes ou l'accès universel à l'éducation, afin de sauver des vies ? Les voix locales seront-elles entendues uniquement lorsqu'elles servent les objectifs du processus de paix des libéraux ? »



Les forces antiterroristes mauritaniennes participent à un défilé pour la fête de l'Indépendance. Le pays n'a pas subi d'attaque terroriste depuis décembre 2011.

Parfois au cours des dernières années, des chefs du Sahel ont considéré les dialogues avec les extrémistes. Les anciens Premiers ministres Christopher Dabiré et Moctar Ouane, respectivement du Burkina Faso et du Mali, l'ont considéré, selon Hassane Koné et Ornella Moderan.

En février 2022, le président nigérian Mohamed Bazoum a annoncé qu'il avait libéré plusieurs terroristes dans l'espoir d'ouvrir des discussions avec les chefs extrémistes dans la région de Tillabéri en bordure du Bénin, du Burkina Faso et du Mali, selon Jeune Afrique.

Dans son rapport d'octobre 2018 pour les Cahiers de l'Afrique de l'Ouest de l'Organisation de développement et de coopération économique, le professeur Thurston a averti que la conclusion d'accords avec les extrémistes dans un pays pourrait les envoyer dans des pays voisins. De tels accords conclus en Algérie et en Mauritanie ont aggravé les conditions au Mali, affirme-t-il.

La participation de l'état est aussi cruciale, selon lui, parce que la société civile, bien qu'elle soit un participant important dans tout effort de ce type, aura des problèmes pour offrir des « concessions ou incitations importantes » sans l'appui du gouvernement. □

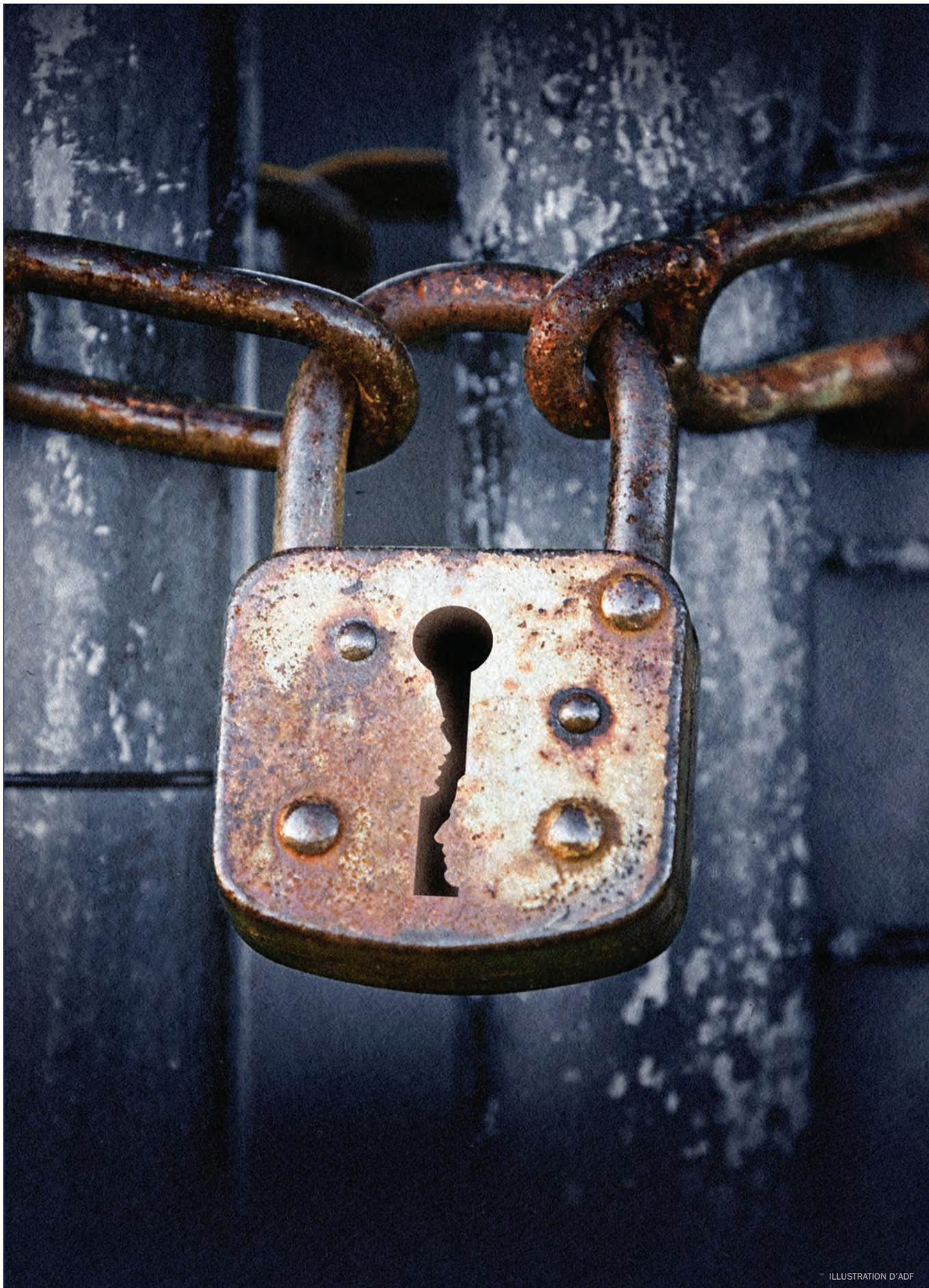


ILLUSTRATION D'ADF

# LE MAROC A DU SUCCÈS POUR RÉHABILITER LES PRISONNIERS

**Le programme Moussalaha en trois étapes aide les extrémistes à réévaluer leur point de vue et se réintégrer dans la société**

PERSONNEL D'ADF | PHOTOS PAR AFP/GETTY IMAGES

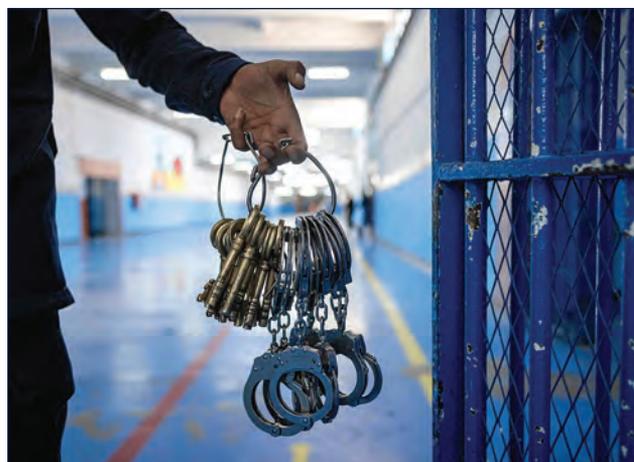
**L**e Maroc est un lieu improbable pour la réhabilitation des extrémistes emprisonnés. L'Indice global du terrorisme pour 2022 classe le Maroc à la 76ème place parmi les pays affectés par les menaces terroristes, ce qui en fait l'un des pays africains les plus sécurisés.

Une attaque terroriste en 2003 à Casablanca dans laquelle 45 personnes ont été tuées a galvanisé le pays contre les extrémistes. Après l'attaque, qui a inclus cinq attentats à la bombe presque simultanés, le pays a sécurisé ses frontières et passé de nouvelles lois dans sa structure juridique antiterroriste, notamment une expansion de la définition du terrorisme qui inclut l'incitation.

L'indice du terrorisme de 2022 a noté que « malgré les plus de 1.000 citoyens marocains qui ont rejoint l'État islamique et d'autres groupes terroristes dans les zones de guerre, le pays a démantelé plus de 200 cellules terroristes et conduit plus de 3.500 arrestations liées au terrorisme au cours des vingt dernières années, ce qui lui a peut-être permis d'éviter plus de 300 actions terroristes prévues ».

Depuis les attentats de Casablanca, le Maroc s'efforce de contrer les groupes radicaux. La Fondation Carnegie pour la paix internationale signale que les officiels ont arrêté entre 2002 et 2018 plus de 3.000 extrémistes présumés, avec 186 cellules terroristes démantelées, notamment 65 cellules liées à l'État islamique.

Malgré la sécurité actuelle dans le pays, il a mis en œuvre un programme en trois étapes pour réhabiliter les extrémistes emprisonnés. Le programme s'appelle



Un garde de prison porte des clés et des menottes à Kénitra (Maroc).

« Moussalaha », mot arabe qui signifie « réconciliation ». Il offre aux extrémistes emprisonnés une aide mentale et sociale pour les réhabiliter et les réintégrer dans la société, y compris la recherche d'emploi et l'établissement des foyers.

Ce programme lancé en 2017 est dirigé par la Direction de l'administration pénitentiaire et du service de réinsertion du Maroc, avec plusieurs organismes partenaires, notamment la Ligue des érudits Mohammedia et le Conseil national des droits de l'homme. Le programme a commencé à accepter la





Un homme emprisonné au Maroc depuis dix-neuf ans est assis dans une bibliothèque de prison, où il participe au programme de réhabilitation Moussalaha du pays.

participation des femmes.

L'expert antiterroriste Ido Levy est mentionné dans Morocco World News comme applaudissant « l'approche scientifique » du pays pour combattre le terrorisme et l'extrémisme par l'intermédiaire de la rééducation religieuse, des sessions de formation professionnelle et ce que les experts associés au programme appellent « l'immunisation spirituelle » de la sécurité.

Le but consiste à inciter les prisonniers extrémistes à commencer à questionner leurs croyances. Ce programme de trois mois est basé sur trois principes fondamentaux : réconciliation avec soi-même, avec les

textes religieux et avec la société.

---

**À GAUCHE :** Un garde verrouille un portail de prison à Kénitra (Maroc), où les incarcérés peuvent participer au programme de réhabilitation Moussalaha.

---

Selon certains participants, les trois principes signifient « renoncer à la violence, accepter des interprétations pluralistes des textes religieux

et reconnaître la légitimité du régime », signale Carnegie. « Le succès apparent de la première cohorte en juillet 2017, dans laquelle plusieurs participants ont écourté leur peine de prison ou ont même reçu une grâce royale, a encouragé de nombreux ex-djihadistes à rejoindre cette initiative dans l'espoir de pouvoir être libérés. »

## ARRÊTÉ APRÈS L'ATTAQUE DE 2003

L'histoire de Mohamed Damir, ex-extrémiste marocain

de 49 ans et père de trois enfants, illustre comment le programme est conçu, selon un reportage dans The Africa Report.

Après l'attaque de Casablanca en 2003, M. Damir a été arrêté pour son association avec les groupes extrémistes. Il a été condamné à mort, bien qu'il n'ait pas participé à l'attaque. Il avait 26 ans à l'époque. Sa peine de mort a été ultérieurement commuée à trente années de prison.

Ce qui avait attiré l'attention sur M. Damir était son habitude de rendre visite aux groupes non armés et aux mosquées où les extrémistes faisaient des discours inflammatoires. Il attribue aujourd'hui sa radicalisation à un « manque de maturité combiné à un manque d'antécédents scientifiques et culturels ».

« Ses premières années de prison ont renforcé sa radicalisation : il a continué à apprendre des passages du Coran par cœur sans essayer de les contextualiser ou de les interpréter, écrivent les auteurs. Ensuite sont venus la solitude et le doute. Seul avec lui-même, M. Damir a commencé à questionner les dogmes qu'il avait mécaniquement mémorisés et a pris des mesures pour apprendre à distance. »

Il a commencé à changer sa vie en étudiant le droit international, mais il ne pouvait pas participer aux classes du fait de son emprisonnement. Il est néanmoins devenu un étudiant engagé et a entrepris d'étudier la sociologie, la psychologie et la théologie. Il a dit à The Africa Report qu'il avait lu plus de 1.500 livres en trois langues pendant son emprisonnement.

## DES GROUPES ÉTABLISSENT DES DIRECTIVES POUR LA

# DÉRADICALISATION

Un forum de deux jours en 2010 a produit un guide des « meilleures pratiques » que les pays peuvent utiliser pour développer des programmes de déradicalisation pour les anciens extrémistes.

Ces directives sont le fruit des travaux de l'International Peace Institute, du ministère des Affaires étrangères de Norvège et de l'Arab Thought Forum. Le guide intitulé « Une nouvelle approche ? Les programmes de déradicalisation et le contre-terrorisme » est dérivé des programmes dans huit pays à majorité musulmane. Les directives incluent :

- **Ne pas considérer la déradicalisation comme une panacée.** Bien que l'armée et les autres programmes antiterroristes cinétiques ne fournissent pas de réponse s'ils sont employés seuls, il en est de même des programmes de déradicalisation. La déradicalisation est souvent décrite seulement comme une partie d'une approche antiterroriste holistique ; elle aura seulement un succès limité si elle est déployée seule.
- **Faire attention au contexte.** Ce qui est approprié et fonctionne bien dans un contexte pourrait ne pas convenir à un autre. Le facteur de temps pourrait aussi être important : les projets de déradicalisation qui échouent ou sont rejetés dans certaines circonstances pourraient être adoptés à une autre époque ou dans un autre lieu avec succès.
- **Intégrer une surveillance améliorée dans les programmes.** La plupart des programmes fructueux possèdent un suivi ou une surveillance, y compris de fréquents contacts avec les tuteurs du programme et des messages de texte quotidiens pour rappeler de ne pas sombrer à nouveau dans les habitudes radicales, et aussi des conseils et un soutien.
- **Améliorer l'homologation des bénéficiaires potentiels.** Le récidivisme est un problème persistant, même pour les criminels qui ne pratiquent pas le terrorisme. Une meilleure homologation des bénéficiaires potentiels et une amélioration du suivi aident à réduire le taux de récidivisme.
- **Élaborer et améliorer des façons d'évaluer le succès.** Un problème récurrent avec la déradicalisation terroriste est lié à la mesure et la quantification des succès et des échecs des programmes. La comparaison entre programmes est difficile mais il est important de bien comprendre les raisons des succès et des échecs.
- **Personnaliser l'approche.** Il est important de personnaliser la politique de prison en fonction de la situation actuelle pour évaluer si les prisonniers devraient rester isolés ou être autorisés à se réunir entre eux et avec les chefs. Ceci renforce l'argument selon lequel les bénéficiaires potentiels de la déradicalisation devraient être examinés cas par cas.
- **Faire participer les communautés affectées par la radicalisation.** Si la communauté n'accepte pas que les personnes déradicalisées ne représentent plus de menace, les programmes échoueront et manqueront de crédibilité. De même, les personnes déradicalisées avec succès peuvent être employées dans les programmes, avec un grand impact.
- **Utiliser des encouragements avec précaution.** De nombreux programmes de déradicalisation sont bénéficiaires lorsqu'ils encouragent les personnes à abandonner le terrorisme grâce à des incitations qui peuvent aider à stabiliser leur vie. Ces incitations peuvent être financières, ou liées à des mesures telles que la réduction des peines de prison. Mais les incitations peuvent échouer si les sociétés les considèrent comme un moyen de « récompenser » les criminels.

Il est devenu candidat au programme Moussalaha, qui avait un curriculum exhaustif de réhabilitation économique et sociale. Il a aussi été affecté à un projet individuel personnalisé pour devenir indépendant et apprendre comment gérer un foyer.

Après avoir complété le programme, il a été libéré de prison après quinze années sous les verrous. Comme condition de sa libération, il a convenu de suivre une orientation personnelle. Il déclare que, comme presque tous les prisonniers libérés par le programme, il a trouvé « une voie vers la paix ».

« Ceci est un succès indéniable, très éloigné des controverses soulevées en Europe par les programmes de déradicalisation », a-t-il dit, selon l'article dans The Africa Report.

### LA FORMATION DES IMAMS

Une partie du mérite pour le succès du programme doit être attribuée à Mohammed VI, le roi du Maroc, qui détient une autorité spéciale dans son pays en tant que « commandeur des croyants » pour entreprendre des dialogues visant à faire face aux extrémistes.

Avec ses partenaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel, le roi a établi le programme d'études Moussalaha pour former des imams à l'Institut Mohammed VI. Cet institut est exceptionnel comme centre de formation musulman car il admet des étudiantes.

La Maghreb Arab Press signale que l'établissement d'un tel programme pour les terroristes condamnés « a un impact social fort, ce qui témoigne de l'intérêt particulier du roi pour l'avenir des citoyens incarcérés ».

Le journal note que le programme est une illustration de « la détermination ferme [du roi] pour assurer que les condamnés, sans discrimination ni exception, aient une intégration socio-professionnelle adéquate après leur libération ».

Mohamed Salah Tamek, le délégué général pour l'administration des prisons et la réintégration, a déclaré à Morocco World News que le programme était basé sur « les principes authentiques de l'Islam en tant que religion de modération, compromis, ouverture et tolérance ».

« C'est un programme unique au niveau mondial, en particulier puisqu'il a été applaudi par de nombreux partenaires régionaux et internationaux », a



déclaré M. Tamek.

M. Damir dit à Arab Weekly que sa rééducation a inclus la lecture des œuvres des philosophes Jean-Jacques Rousseau et Voltaire, dont certaines idées « ne sont pas éloignées de l'esprit de l'Islam ». Il note que de nombreux extrémistes réalisent qu'ils doivent abandonner leur point de vue violent seulement « lorsqu'ils se retrouvent tout seuls » dans une cellule de prison.

### LA RECHERCHE D'UN EMPLOI

Un ancien prisonnier du nom d'Abdellah El Youssefi, maintenant au début de la trentaine, a quitté le Maroc pour se rendre en Tunisie en 2011 afin de chercher un emploi, selon The Africa Report.

En Tunisie, il est devenu influencé par les sermons des musulmans fondamentalistes qui, selon lui, n'étaient pas inquiétés par les autorités locales. Il déclare que les fondamentalistes lui ont offert un emploi et l'ont encouragé à parler franchement. Il est devenu un critique véhément de son pays natal, en le blâmant pour sa pauvreté et son manque de débouchés professionnels.

Une vidéo de l'une de ces critiques a attiré l'attention des autorités marocaines, lesquelles se sont communiquées avec leurs homologues en Tunisie. M. El Youssefi déclare qu'il fut arrêté et interrogé en Tunisie pendant dix jours, puis qu'il fut renvoyé au Maroc, où il fut condamné à trois ans de prison en 2014.

Il déclare aux journalistes que son incarcération l'a forcé à réexaminer sa vie et réfléchir sur ce qu'il avait



Des citoyens manifestent contre les attentats à la bombe de Casablanca (Maroc) en 2003. Les attentats ont conduit à un rejet national généralisé de l'extrémisme.

appris pendant ses années passées dans le mouvement extrémiste. Il a compris « les limites des réponses fournies par ces mouvements aux problèmes politiques et sociaux de nos pays, ainsi que leur contradiction avec l'Islam et le message de notre prophète ».

Il a participé au programme Moussalaha et, comme M. Damir, l'a qualifié de processus de mûrissement.

« Le Moussalaha était pour moi une chance, une opportunité rêvée de commencer une nouvelle vie sur une base saine et équilibrée, a-t-il dit. Mais il a été précédé par de longs efforts d'auto-questionnement, un effort personnel pour tourner la page de cette période qui, pour moi, représente un échec à tous les niveaux. »

Son histoire a aussi une fin heureuse : il détient maintenant un diplôme d'informatique. □



*Dix années de*  
**SÉCURITÉ  
MARITIME**

---

*Le Code de conduite de Yaoundé a enregistré  
des succès, mais il a un potentiel de croissance*

CAPITAINE TAHIR NGADA, MARINE DU NIGERIA





L'importance du golfe de Guinée pour l'Afrique et le reste du monde ne saurait être surestimée. Le golfe, avec ses 6.000 km de littoral s'étendant sur 19 états côtiers, du Sénégal à l'Angola, est riche en ressources naturelles et stratégiquement important.

C'est un couloir vital pour le commerce, dont le volume transporté a augmenté de 59 % entre 2006 et 2020, selon les statistiques de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement. Il contient aussi des ressources énergétiques, en produisant 3,1 millions de barils de pétrole brut par jour, soit environ 3,8 % du total mondial. Il est riche en faune aquatique : la pêche y produisait environ 3,4 millions de tonnes de fruits de mer en 2020, une augmentation de près de 10 % comparé à 2013.

Malgré cela, la région fait face à des menaces qui pourraient saper son potentiel. Le trafic illicite, la pêche illégale et la piraterie tourmentent certaines régions. Et historiquement, les pays ont eu des difficultés pour partager les informations sans entrave, échanger les connaissances et coopérer dans le domaine maritime. Les acteurs malveillants ont cherché des points faibles et les ont exploités.

En juin 2013, les pays de la région ont essayé de rectifier cela avec le Code de conduite de Yaoundé, réponse exhaustive au besoin d'adopter des approches unifiées pour relever les défis de la sécurité maritime et du crime organisé transnational dans le golfe. Ce code, qui comporte 21 articles et a été signé par 25 pays, a établi une architecture pour la collaboration multinationale, régionale et extrarégionale en matière de gouvernance maritime. Maintenant que le Code de Yaoundé commémore son dixième anniversaire, c'est un moment idéal pour souligner certains des accomplissements notables et

des domaines d'action potentiels qui pourraient améliorer la coopération et aider le code à tenir sa grande promesse.

### La réforme juridique

Les signataires de Yaoundé ont reconnu que les lois maritimes étaient trop souvent périmées et inadéquates pour confronter l'évolution des menaces. L'architecture de Yaoundé est conçue pour soutenir les pays alors qu'ils mettent en place des réformes juridiques. Par exemple, le Programme mondial de lutte contre la criminalité maritime de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD) a œuvré avec les pays pour examiner les lois, identifier les améliorations requises et soutenir les changements qui permettent une « complétion judiciaire », expression qui désigne la conclusion des affaires devant les tribunaux, depuis l'arrestation jusqu'aux poursuites fructueuses.

Le Cap-Vert, le Liberia, le Nigeria, le Sénégal et le Togo ont désormais des lois maritimes contre la piraterie, crime qui est resté fréquemment impuni à cause de l'absence de lois. Les nouvelles lois ont été utilisées pour poursuivre en justice les pirates au Nigeria et au Togo. D'autres pays tels que le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Ghana instituent des réformes. En décembre 2022, le Cameroun a adopté sa législation sur la sécurité maritime, qui prend pour cible la piraterie et le terrorisme maritime. D'autres pays tels que l'Angola, la République du Congo, la République démocratique du Congo et le Gabon essaient d'améliorer les réformes de leur législation maritime. Une autre réforme jalon est la loi supplémentaire de la Communauté

Un marin et un membre de l'unité spéciale de la police maritime et des rivières du Bénin s'entraînent dans la mise en application du droit maritime.

MÂÎTRE 3E CLASSE MIKAELA MOGEE/  
GARDE CÔTIÈRE DES ÉTATS-UNIS.

# Centres zonaux, régionaux et internationaux créés par le Code de conduite de Yaoundé

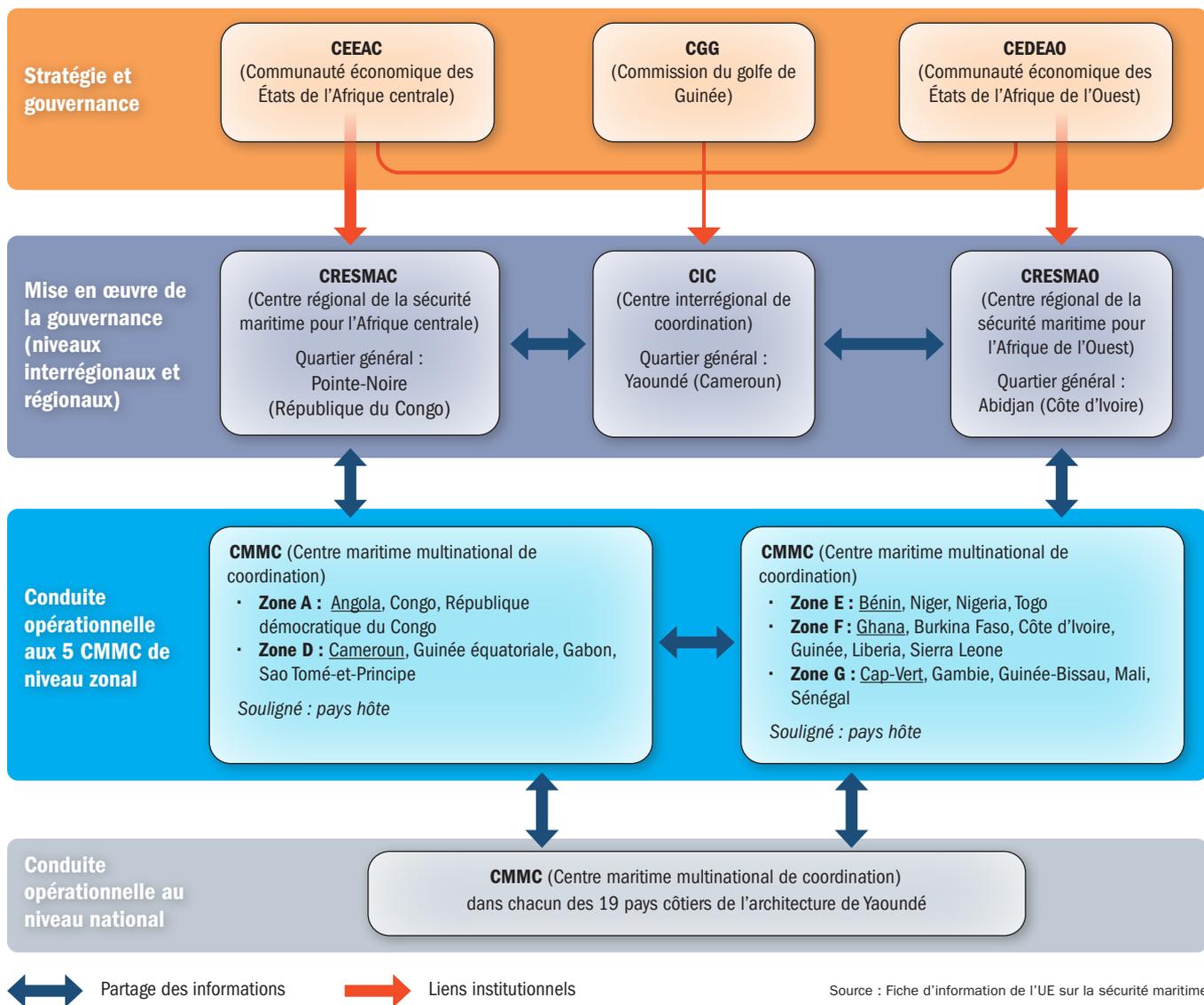


**CMMC** : Centre maritime multinational de coordination  
**MMCC** : Multinational Maritime Coordination Centre

Source : Fiche d'information de l'UE sur la sécurité maritime  
 ILLUSTRATION D'ADF



# L'architecture de Yaoundé pour la sécurité maritime



économique des États d'Afrique de l'Ouest sur le transfert des pirates présumés, qui faciliterait les opérations de sécurité maritime internationales.

## L'échange d'information

Avant 2013, des lacunes dans le partage des informations entre les forces de police maritime provoquaient un problème fondamental. Les pays avaient un aperçu limité du domaine maritime et ignoraient souvent les activités hors de leurs zones économiques exclusives. Les conditions ont été fortement améliorées, ce qui a permis aux états membres d'échanger des informations. Ceci est soutenu par l'architecture de Yaoundé, qui permet à l'information de passer des centres de coordination zonaux dans chacune des cinq zones de coopération vers les centres régionaux : Centre régional de la sécurité maritime pour l'Afrique centrale à Pointe-Noire (République du Congo) et Centre régional de la

sécurité maritime d'Afrique de l'Ouest à Abidjan (Côte d'Ivoire). L'information est enfin transférée au Centre interrégional de coordination de Yaoundé. Les centres d'opérations maritimes des pays individuels sont aussi connectés au système.

Le Système d'information régional de l'architecture de Yaoundé (YARIS), outil de surveillance numérique sécurisé développé grâce à des partenariats avec le réseau interrégional Union européenne – golfe de Guinée, a amélioré la capacité d'un échange d'information transparent. Il est devenu opérationnel en 2020. YARIS permet aux membres de partager en toute sécurité les documents, les logs, les photos, les enregistrements et autres informations. Il permet aussi aux utilisateurs de cumuler les données des systèmes de surveillance tels que les radars et les satellites pour identifier les navires suspects. En outre, le système offre des communications sécurisées par chat, e-mail et vidéoconférence, pour que

les utilisateurs puissent échanger des informations et coordonner leurs actions.

### Le développement de la capacité

L'architecture de Yaoundé fait appel au développement et à l'amélioration des aptitudes, des connaissances et des capacités des forces de police maritime. Les centres d'excellence ont accéléré la formation et l'éducation et soutenu les exercices en fournissant des cours personnalisés pour satisfaire à des besoins identifiés. En 2022 par exemple, l'organisation de formation de l'architecture de Yaoundé a livré plus de 520 journées cumulatives d'ensembles de développement des capacités dans le golfe, sur des sujets tels que la sensibilisation au domaine maritime (25 % des journées de formation), la gouvernance maritime (12 %), le respect des lois maritimes (35 %) et les opérations d'interdiction maritimes (28 %). L'engagement accru dans les initiatives de développement des capacités transforme les attitudes des bénéficiaires et la performance de travail. Pour essayer de renforcer la coordination en matière de développement des capacités, l'ONUDC soutient le centre de coordination interrégional avec un système de gestion de base de données intégré. Il est orienté pour assurer la disponibilité, l'accessibilité, l'exactitude, la cohérence et la clarté des données.

### Les opérations combinées

Les opérations combinées en mer, qui étaient jadis peu fréquentes, ont augmenté avec le soutien des centres de l'architecture de Yaoundé. Par exemple, à l'aide des instruments d'architecture, des patrouilles combinées ont été conduites dans la Zone E à la fin 2021. Le Cameroun, Sao Tomé-et-Principe, la Guinée équatoriale et le Gabon ont conduit d'autres patrouilles de surveillance en Zone D. Un autre modèle d'opérations combinées est la patrouille de pêche avec la commission de pêche subrégionale du Cap-Vert, de la Gambie, de la Guinée et du Sénégal qui est

conduite semestriellement. L'interopérabilité s'améliore à l'aide d'exercices multinationaux tels qu'Obangame Express et Grand African NEMO, ainsi que des événements régionaux tels que la Conférence maritime internationale et l'Exercice maritime régional, qui avait été organisé par le Nigeria en 2022.

### Les domaines potentiels d'action

L'architecture de Yaoundé a non seulement stimulé d'importantes discussions concernant l'amélioration de la sécurité maritime, mais a aussi fourni des plateformes d'action. Néanmoins, certains secteurs nécessitent une attention pour renforcer la coopération alors que le code entre dans sa deuxième décennie.

### La nationalisation du Code de conduite de Yaoundé :

L'architecture de Yaoundé pourrait être adoptée par les états membres pour que ses exigences soient intégrées dans les structures de mise en application des lois maritimes nationales. Ceci permettrait de renforcer l'harmonisation des stratégies maritimes, d'affermir l'interopérabilité régionale et d'accentuer les réponses.

### Le renforcement de la capacité institutionnelle :

Beaucoup de travaux ont été accomplis pour renforcer la capacité institutionnelle de l'application du droit maritime. Toutefois, les méthodologies et les outils doivent être améliorés pour assister les états membres qui s'efforcent d'assurer la sécurité maritime.

Marin nigérian sur un navire pendant Obangame Express, exercice maritime au large des côtes de Lagos (Nigeria) auquel 33 pays ont participé.

AFP/GETTY IMAGES





Des officiers de marine surveillent les navires au Centre des opérations maritimes de Lagos (Nigeria) pendant Obangame Express 2023.

MAÎTRE 1RE CLASSE CAMERON EDY/MARINE DES ÉTATS-UNIS

**La criminalisation de tous les crimes maritimes :** Malgré des progrès réalisés dans la criminalisation de certaines offenses maritimes telles que la piraterie, il reste du travail à faire pour renforcer l'établissement d'une juridiction universelle en codifiant pour l'usage national les lois contre la piraterie, afin d'intenter des poursuites et de punir ces crimes dans le golfe. De même, il est nécessaire de criminaliser des actes tels que le vol à main armée en mer sous l'égide de la législation criminelle nationale, conformément à la structure légale de la Convention des Nations unies sur le droit maritime et d'autres statuts internationaux pertinents. D'autres crimes organisés, maritimes et transnationaux, doivent être définis par les lois appropriées, avec des sentences appropriées. Le but consiste à assurer qu'il existe une connexion « d'un bout à l'autre », depuis les opérations d'interdiction maritimes jusqu'aux poursuites.

**La formalisation des accords « shiprider » :** L'Article 9 du Code de conduite de Yaoundé permet aux agents de police maritime d'un pays à monter à bord du navire d'un autre pays. Cette approche coordonnée permet aux pays de conduire conjointement des opérations de police maritime, ce qui est utile lorsque ces pays ont une capacité limitée. Le développement des accords « shiprider » entre partenaires sécuriserait encore plus les relations de travail entre les pays pour améliorer la collaboration multilatérale critique.

**L'apport des ressources aux centres d'architecture de Yaoundé :** Mettre pleinement en œuvre les centres d'architecture de Yaoundé reste incomplet, en particulier en ce qui concerne leurs ressources en effectif et en matériel. Pour optimiser efficacement la structure de Yaoundé, la

fourniture des ressources doit être bien articulée pour renforcer la capacité opérationnelle des centres tout en renforçant aussi la coopération multilatérale vers une gouvernance maritime durable dans le golfe.

### La voie à suivre

La coopération multilatérale est un outil performant pour atteindre les objectifs de la gouvernance maritime dans le golfe. Il existe des indications de son efficacité. La piraterie dans le golfe a baissé : 81 incidents signalés en 2020, comparé à seulement 34 en 2021. Au cours des neuf premiers mois de 2022, seulement 13 incidents ont été enregistrés, selon l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (projet de reportage sur le crime organisé et la corruption). Les dix prochaines années du Code de conduite de Yaoundé doivent étendre les succès enregistrés tout en faisant particulièrement attention aux questions structurelles sous-jacentes qui entravent ces succès. Le golfe est une ressource précieuse. Les partenariats et la vigilance rendus possibles par le Code de conduite de Yaoundé et l'architecture de sécurité qu'il a créée peuvent assurer que cette ressource existe pour le bénéfice des générations à venir. □



**Au sujet de l'auteur :** Le capitaine Tahir Ngada est un officier de marine dans la branche exécutive de la Marine nigérienne. Il travaille comme conseiller de formation pour le Programme mondial de lutte contre la criminalité maritime de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime et il est affecté au Centre de coordination interrégional de Yaoundé. Le capitaine Ngada détient une licence de chimie de l'Académie nigérienne de la défense, un diplôme de sécurité nationale du Collège naval de la guerre des États-Unis et une maîtrise en relations internationales de l'université Salve Regina de Newport, Rhode Island. Le capitaine Ngada a aussi une maîtrise de l'University College de Londres dans la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme.

# Les Femmes JOUENT UN RÔLE CRUCIAL DANS LA LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME

L'EXPÉRIENCE  
DU CAMEROUN  
POUR RÉHABILITER  
LES EX-COMBATTANTS  
MONTRE QUE  
LES VOIX DES  
FEMMES AIDENT  
LE PROCESSUS  
DE DÉRADICALISATION

**E** PERSONNEL D'ADF | PHOTOS PAR GETTY IMAGES

viron 100 maraudeurs ont attaqué la commune camerounaise de Mozogo à 1h30 du matin le 8 janvier 2021. Jugeant par leurs vêtements et la façon dont ils parlaient, il était évident qu'ils étaient des extrémistes de Boko Haram. Ils sont entrés dans les maisons et les ont pillées. Ils ont tiré sur les résidents qui fuyaient, et qui se sont précipités dans les bois voisins. Un kamikaze en a attrapé quelques-uns et a fait détoner un gilet piégé. Douze personnes sont mortes dans l'explosion, y compris huit enfants. Trois autres ont été blessés. Le kamikaze était une femme. Ceci n'est pas rare, déclare l'Institut pour les études de sécurité : dans certaines parties du Cameroun, jusqu'à 45 % des anciens membres de Boko Haram sont des femmes.



Des Camerounaises se réunissent et bavardent dans un camp de réfugiés au Tchad. Les extrémistes de Boko Haram ont forcé plus de 2,2 millions de personnes à abandonner leur foyer.

L'emploi de femmes comme kamikazes de Boko Haram remonte à juin 2014, lorsqu'une femme d'âge mûr s'est approchée de la caserne de Gombe (Nigeria) en moto. Sujette à une fouille, elle a détoné les explosifs attachés à son corps, en tuant un soldat en plus d'elle-même.

Les chercheuses Mia Bloom et Hilary Matfess ont écrit dans leur étude intitulée « Les femmes en tant que symboles et armes dans la terreur de Boko Haram » : « Avec cet acte, un nouveau chapitre a commencé dans l'histoire destructrice de Boko Haram : le groupe a rejoint les rangs des groupes terroristes du monde entier qui ont intégré les femmes dans leurs profils organisationnels. »

Le conflit de Boko Haram, qui a commencé en 2009 au Nord-Est du Nigeria, a fait plus de 35.000 décès et 2 millions de personnes déplacées au Cameroun, au Niger, au Nigeria et au Tchad.

Boko Haram et la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique ont concentré leurs attaques sur la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Le pays fait aussi face à des groupes séparatistes armés qui luttent pour l'indépendance des régions anglophones minoritaires du pays.

Plusieurs raisons sont mentionnées fréquemment pour expliquer pourquoi les femmes, qui sont historiquement opprimées dans de nombreuses régions africaines, rejoindraient les terroristes. Les professeurs Bloom et Matfess déclarent que la vengeance et la rétribution

peuvent jouer un rôle crucial dans « la galvanisation de la participation des femmes », en notant qu'il existe une prédominance de femmes veuves parmi les militantes.

Des études ont lié les problèmes économiques comme des encouragements pour que les femmes et les hommes rejoignent les extrémistes, en désespoir de cause. Certains chercheurs déclarent que les femmes pourraient se joindre aux extrémistes librement, simplement à cause des liens culturels et religieux. D'autres disent que ce n'est pas le cas. Mais ils conviennent tous que les femmes ont plus besoin d'aide pour rompre le cercle vicieux du terrorisme et, en tant que civiles, elles doivent s'engager davantage pour aider à déradicaliser les extrémistes.

Trop souvent, les efforts d'antiterrorisme et d'anti-radicalisation se concentrent uniquement sur les hommes, qui constituent la majorité des combattants. Ils ignorent le rôle que les femmes peuvent jouer pour persuader ces hommes de déposer leurs armes et de rallier leur communauté contre l'extrémisme.

Un résident de la commune de Diffa (Niger) a déclaré au Centre mondial sur la sécurité coopérative : « Les membres de Boko Haram ont toujours des épouses dans leur village et ils y retournent pendant la nuit pour manger. Personne n'ose les dénoncer. Si vous le faites, ils vous tueront. Ils sont toujours imbriqués dans notre société. La politique de dénonciation ne fonctionne pas contre eux, sauf si les femmes les dénoncent. On ne peut

Des membres d'une organisation non gouvernementale enseignent des classes aux femmes et aux jeunes filles réfugiées pendant une visite dans le Nord du Cameroun.



pas dénoncer un époux, un fils ou un frère. La guerre est compliquée parce que le peuple est avec eux. »

### DES RESSOURCES IGNORÉES

Dans leur étude intitulée « Le processus de paix et l'embauche des femmes dans les pays affectés par Boko Haram », Eugénie Rose Fontep et Armand Mboutchouang Kountchou déclarent que les femmes doivent s'impliquer davantage pour essayer d'amener Boko Haram à la table de négociation au Cameroun.

Ils écrivent : « C'est seulement par des enlèvements et des tortures que les jeunes filles sont utilisées par Boko Haram comme combattantes, et certaines d'entre elles deviennent des kamikazes. En fait, dans l'absence de force ou de persuasion malveillante, les femmes pourraient jouer un rôle central dans le processus de paix, puisque les sociétés et les communautés où les femmes profitent d'un statut relativement plus élevé ont de meilleures chances de succès pour le processus de paix. »

Les femmes souhaitent être entendues pour amener la paix dans leur pays : elles représentent plus de la moitié de la population du Cameroun. Elles protestent aussi contre ce qui est selon elles une sous-représentation dans les efforts du pays. Elles veulent aussi aider au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration (DDR) des anciens insurgés.

Un groupe appelé Négociations nationales des

## La promotion des femmes DANS LE PROCESSUS DE PAIX

La scientifique politique Angela Ajodo-Adebanjoko a publié un rapport dans la Revue africaine sur le terrorisme intitulé « Le rôle des femmes pour contrer l'extrémisme violent dans le Nord-Est du Nigeria » en 2021. Elle énumère les étapes suivantes pour promouvoir la participation des femmes afin de contrer l'extrémisme violent.

- Adopter des réformes juridiques. Les femmes doivent avant tout être reconnues, incluses et protégées en tant que citoyennes à part entière et égales devant la loi.
- La communauté antiterroriste doit reconnaître que le genre est une question centrale, et non pas marginale.
- Les indicateurs de sensibilisation au genre devraient comporter des systèmes d'alerte précoce et de collecte de renseignements et le renforcement des stratégies de prévention liées à la violence contre les femmes.
- Les femmes doivent être présentes à la table des solutions. Elles doivent aider à planifier toute stratégie antiterroriste du fait de leur capacité pour offrir une perspective différente mais vitale.
- Les négociateurs doivent traiter les questions liées à l'appartenance des femmes à Boko Haram. Il est crucial que la communauté internationale s'engage avec les femmes pour empêcher l'extrémisme violent et se concentre sur les raisons liées au genre pour lesquelles les femmes deviennent des extrémistes.
- La présence des femmes parmi les professionnels du contre-terrorisme, y compris dans les forces armées, doit s'accroître. Les institutions doivent renforcer leurs efforts visant à recruter et conserver les femmes, y compris dans des rôles opérationnels, et assurer l'élimination des obstacles à l'avancement de leur carrière.
- Les femmes doivent être responsabilisées au sein des secteurs civils et sécuritaires, jusqu'aux niveaux nationaux.
- Les femmes devraient être formées dans les aptitudes de mobilisation qui tirent profit de leur position et leur emplacement.
- Une dimension du genre devrait être incluse dans les efforts de promotion des dialogues interculturels et interreligieux.



Des femmes forcées de quitter leur village au Cameroun lavent leurs vêtements dans un cours d'eau. Les extrémistes et les séparatistes terrorisent le pays depuis des années.

Une femme travaille dans un champ d'oignons dans le Nord du Cameroun, où les terroristes de Boko Haram ont forcé les gens à abandonner leur foyer.



femmes pour la paix au Cameroun déclare qu'il prévoit de se réunir avec les combattants et les soldats du gouvernement pour chercher une voie vers la paix.

L'une des organisatrices, Sonkeng Rachel, dit à Voice of America que dans les crises, les femmes qui sont considérées comme ayant des normes morales élevées, une intégrité et une discipline, devraient avoir l'opportunité de s'exprimer. Elle déclare que les femmes ont démontré qu'elles pourraient même être les négociatrices de paix principales parce qu'elles fournissent une assistance humanitaire aux populations affectées, y compris les soldats et les combattants blessés. Elle ajoute que les femmes éduquent les combattants et les soldats gouvernementaux sur la nécessité de bâtir la paix.

Dans une étude de 2022 pour l'Institut pour les études de sécurité, les chercheurs Célestin Delanga et Akinola Olojo ont soutenu que les femmes du Cameroun devaient encourager les membres de Boko Haram à quitter le groupe et se réintégrer à la société.

Ils écrivent : « Les besoins de ces ex-membres de Boko Haram sont souvent compris par les femmes dans les communautés affectées par l'extrémisme violent. Elles connaissent aussi les préoccupations qui existent dans les communautés hôtes ou de réintégration. Ces connaissances peuvent éclairer la programmation régionale et nationale sur les processus de paix d'une façon qui reflète la sensibilité au genre et l'inclusion. »

L'International Crisis Group (ICG) déclare que les Camerounaises sont déjà impliquées dans le processus de paix, que les hommes l'acceptent ou non.

L'ICG a indiqué en mars 2022 : « L'ignorance du point de vue féminin se traduit par la négligence d'un électorat clé et des nouvelles perspectives sur le conflit. Malgré la nature profondément patriarcale de la société camerounaise, certaines femmes ont une influence considérable, en particulier au niveau des communautés et dans les familles. En outre, les préjugés différents subis par les femmes exigent une attention particulière de la part du gouvernement, des séparatistes et des partenaires internationaux. »

Assurer la participation des femmes dans la réintégration au Cameroun est d'autant plus nécessaire qu'un grand nombre d'insurgés qui se sont rendus ou ont été capturés, soit 20 % selon des estimations, sont des femmes.

Le service d'actualité en ligne HumAngle a signalé en novembre 2022 que le Cameroun avait annoncé un plan quinquennal pour la réintégration des insurgés et des ex-combattants de Boko Haram dans la société.

« Il sera basé sur des stratégies qui ont été employées dans les conflits du monde entier, pour essayer de réintégrer les gens qui étaient armés et poussés à tuer dans une société qui pourrait les considérer avec méfiance », selon le reportage de HumAngle.

Le Comité national sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration (CNDDR) déclare qu'il « prendra en compte les besoins et les intérêts particuliers des femmes et des jeunes filles associées aux groupes armés »

dans ses efforts, en particulier dans ses centres DDR.

« La mise en œuvre de cette stratégie sur le terrain se ferait par des campagnes de formation et de sensibilisation, une augmentation de l'engagement des femmes et des jeunes filles dans le processus DDR, leur protection contre la stigmatisation et la violence basée sur le genre », a déclaré le membre du comité Jean Claude Obam, selon le reportage de HumAngle.

En date de la fin 2022, le Cameroun disait qu'il y avait environ 770 combattantes et associées dans les centres DDR du pays.

## UN DOUBLE STANDARD

Il existe un double standard pour réintégrer les femmes dans la société, selon Célestin Delanga et Akinola Olojo.

« Lorsqu'elles rentrent chez elles, certaines sont blâmées par leur famille ou leur communauté. Elles sont stigmatisées lorsqu'elles essaient de se marier de nouveau et, dans certains cas, elles sont catégoriquement rejetées. Selon [l'Organisation internationale pour les migrations], la victimisation est plus forte au Cameroun contre les ex-membres féminins de Boko Haram que contre les hommes. Si cela n'est pas traité, les efforts de réintégration peuvent être entravés. »

Les deux chercheurs font les suggestions suivantes pour employer les femmes dans le processus DDR du Cameroun :

- Davantage de femmes doivent participer au CNDDR du Cameroun. Le comité avait été établi en 2018 mais à la fin 2022, seulement une des 16 membres était une femme. Le décret qui a établi le comité devrait être révisé pour que les femmes puissent être plus impliquées dans la gestion des centres DDR du pays. « L'adoption de ces lois serait facilitée si les ministères de la Justice collaboraient avec les ministères pour la Promotion de la femme et de la famille, et ceux des Affaires sociales. »
- Les femmes doivent jouer un rôle dans la conception des programmes DDR pour les ex-membres féminins de Boko Haram.
- Au niveau régional, la Commission du bassin du Tchad devrait renforcer sa concentration sur les besoins du genre. Un focus clé de la commission concerne déjà le travail avec les femmes et la responsabilisation et l'inclusion des femmes et des jeunes gens.
- La Commission du bassin du Tchad doit aussi se concentrer sur les leçons et les meilleures pratiques tirées de la réintégration. Les réunions de comité devraient souligner des thèmes qui priorisent les besoins des femmes.
- « La participation des femmes dans le processus de désarmement, démobilisation et réintégration du Cameroun fournirait une résolution des conflits et un processus de paix plus efficaces. Et en répondant aux préoccupations liées au genre, les problèmes de discrimination peuvent aussi être adressés. » □

# LE MOZAMBIQUE OBTIENT des aéronefs de transport

DEFENCEWEB

**Les forces armées du Mozambique** ont réceptionné deux aéronefs de transport rénovés, acquis auprès du groupe Paramount d'Afrique du Sud.

La société a transféré un Let-410 Turbolet et un avion de transport CN-235M à l'armée du Mozambique. Les responsables de l'Armée de l'air déclarent que les avions seront utilisés pour le transport des cargaisons et des troupes et pour le déploiement des forces spéciales et des parachutistes, selon un reportage de Notícias.

Les responsables mozambicains déclarent que la société industrielle de défense Paramount a fourni les aéronefs ainsi que la formation et la maintenance.

Les Forces de défense du Botswana ont exploité le CN-235M-10, fabriqué en 1987, jusqu'à 2011. Le CN-235 est un aéronef de transport bimoteur de moyenne portée qui avait été développé conjointement par la société espagnole CASA et le fabricant indonésien IPTN. Ses rôles militaires principaux sont le transport et la surveillance aérienne.

Le Let-410 est un avion de transport bimoteur à courte portée fabriqué par le constructeur d'aéronef

tchèque Let Kunovice. En plus de son emploi militaire, il est aussi utilisé comme petit avion de ligne, d'une capacité d'environ 18 places.

Paramount a fourni un éventail d'équipement à l'armée mozambicaine, notamment des transports de troupe blindés Marauder et des hélicoptères Mi-8/17, Mi-24 et Gazelle.

Le Marauder a fait son apparition au Mozambique à la fin 2020. Ces hélicoptères semblent avoir été livrés en 2021. Le journaliste Nuno Rogeiro a indiqué en 2021 que le Mozambique recevrait auprès de Paramount plusieurs hélicoptères Mi-17 et Mi-24 améliorés, équipés d'armements, de capteurs et autre équipement.

Paramount a livré au moins deux Gazelle, anciennement de l'Armée de terre du Royaume-Uni, au Mozambique avec une possibilité de livraisons additionnelles.

On pense que quinze pilotes mozambicains ont été formés à l'académie de formation technique de Paramount. Burnham Global a fourni au Mozambique une formation dans l'opération des véhicules blindés.



L'avion de transport CN-235 atterrit



## LE NIGERIA EMPLOIE DES DRONES ATTACHÉS À DES FINS DE SÉCURITÉ

DEFENCEWEB

**Les** drones attachés simplifient le travail des autorités nigérianes de police responsables pour sécuriser la frontière et combattre la criminalité et le terrorisme.

L'équipement est livré par la société de drones Elistair, qui a fourni à la police nigériane des véhicules Orion aériens attachés sans humain à bord, selon la déclaration de la société. Elle a livré les drones ainsi qu'une formation à Abuja en début d'année, et « les drones attachés sont désormais déployés au quotidien ».

La police emploie les Orion pour identifier avec succès les groupes terroristes armés en utilisant l'observation et la détection des menaces pendant les vols de 24 heures.

« Les drones assistent la police à surveiller des scènes actives de crime, coordonner les opérations de réponse et fournir un soutien aérien au personnel de réponse », déclare un porte-parole de la police nigériane.

Les drones Orion, qui peuvent être déployés en quelques minutes et sont facilement transportables, permettent aux opérateurs de créer rapidement un point de contrôle discret avec un soutien logistique minimum. Ils peuvent rester en position pendant un maximum de 50 heures et, avec un lien en kevlar de 100 mètres, ils sont à l'abri du brouillage. Leur double capteur électro-optique/infrarouge convient aux missions de jour et de nuit et ils ont une portée de détection de 10 km. Leur poids total de décollage est 10,5 kg. Si le lien se casse, ils peuvent se parachuter au sol.

Elistair a ouvert des bureaux en Côte d'Ivoire en avril 2021 pour améliorer sa présence et sa proximité avec les clients d'Afrique de l'Ouest. La société a fourni des drones à plus de 70 pays dans le monde, depuis ses sites en Afrique, en France et aux États-Unis.

La police nigériane a étendu son inventaire de drones et a reçu une petite quantité de véhicules aériens armés sans humain à bord Songar de la société turque Asisguard.

Le multicoptère Songar, inauguré en 2019, peut être équipé d'un fusil d'assaut, d'un lance-grenades de 40 mm ou d'un mortier de 81 mm. Il peut aussi être équipé d'un stabilisateur de caméra de jour/nuit et d'un télémètre laser. Une mire électronique et un module de calculs balistiques aident le déploiement des armes et la gestion du recul.

La police nigériane anticipe utiliser le Songar contre les bandes et les bandits armés qui ont récemment fait des ravages dans plusieurs états. La force de police nigériane a aussi réceptionné des drones de transition ALTI en provenance d'Afrique du Sud.

Un drone attaché fabriqué par Elistair démontre un temps de vol illimité lors d'une démonstration de robotique. AFP/GETTY IMAGES

## La Tunisie réceptionne un nouvel AÉRONEF DE FORMATION

DEFENCEWEB

**L'Armée de l'air de Tunisie** a réceptionné son premier aéronef de formation T-6C Texan II, dans le cadre d'une commande de huit avions.

La société américaine Textron déclare que tous les huit avions devraient être livrés avant la fin 2023.

La formation des premiers pilotes a commencé à la fin 2022 dans les installations de défense de Textron Aviation à Wichita, au Kansas (États-Unis). L'Armée de l'air tunisienne compte sur TRU Simulation + Training Inc., société affiliée de Textron, pour une suite d'appareils de formation et leur soutien associé. Les appareils, qui seront installés à la base aérienne de Sfax (Tunisie), comportent un système de formation au sol, un entraîneur de vol opérationnel et un labo de formation informatique.

Le contrat tunisien inclut huit aéronefs et un soutien de service de terrain et de logistique dans le pays, un soutien de gestion de programme, un soutien de sous-traitance intérimaire pour la première année, la formation des pilotes et des professionnels de la maintenance, des moteurs de rechange, des pièces de rechange et un équipement de soutien des aéronefs.



**Le T-6A Texan II est un avion monomoteur à deux places conçu pour enseigner les aptitudes de vol de base aux étudiants qui suivent une formation principale conjointe de pilote.** SERGENT-CHEF DAVID RICHARDS/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

En octobre 2019, le département d'État des États-Unis a approuvé la vente d'un maximum de douze aéronefs T-6 à la Tunisie pour une somme estimée à 234 millions de dollars.

Les étudiants de l'Armée de l'air tunisienne effectuent leur formation de base sur des SF-260 italiens. La Tunisie a reçu neuf SF-260CT et douze SF-260WT Warrior entre 1974 et 1978. Environ dix-huit SF-260 restent en service. Les élèves pilotes tunisiens passent ensuite à l'Aermacchi MB-326 à réaction.

Le T-6 est issu du développement de l'entraîneur turbopropulseur Pilatus PC-9 suisse et a été conçu pour jouer le rôle d'un système de formation d'aéronef primaire conjoint pour l'Armée de l'air et la Marine des États-Unis. Le modèle C est un perfectionnement plus poussé du T-6A Texan II avec un cockpit vitré intégré, une suite avionique avancée et des ailes à pointe dure qui peuvent accommoder des réservoirs de carburant auxiliaires.



# Le Kenya se tourne vers le ciel pour améliorer la vie sur terre

PERSONNEL D'ADF

**L'**Agence spatiale du Kenya (KSA) s'efforce d'employer la technologie satellitaire pour améliorer la vie des Kényans.

Le brigadier Hillary Kipkosgey, directeur par intérim de la KSA, déclare qu'elle a fait d'importants investissements dans des projets tels que la Surveillance pour des décisions utilisant les technologies spatiales, afin de pister la couverture sylvestre et l'urbanisation et d'aider à planifier la gestion des catastrophes.

« La KSA pense que la science et la technologie spatiale et leurs applications ont le potentiel de stimuler la croissance économique », a-t-il déclaré en décembre 2022 lors de la Semaine d'innovation du Kenya (KIW) au Centre d'exposition Sarit de Nairobi.

Il a donné le discours introductif pour un événement en marge de la KIW appelé Défi africain pour l'observation terrestre, concours annuel continental d'innovation cherchant à découvrir de nouvelles méthodes d'utilisation de la technologie de surveillance satellitaire. En 2022, agriBORA du Kenya a gagné le premier prix du concours. Le projet agriBORA utilise la technologie, notamment les données satellitaires, pour aider les agriculteurs à accroître leur productivité et réduire les risques.

« L'observation terrestre fournit des informations fiables en temps réel pour soutenir la surveillance environnementale qui est vitale pour une prise de décision éclairée », a déclaré le brigadier dans son discours.

L'agence participe à des initiatives visant à stimuler le développement de l'espace. C'est l'une des trois agences nationales sélectionnées par les États-Unis pour lancer une charge utile de télédétection qui sera réceptionnée par la Station spatiale internationale (représentée ci-dessus) pour surveiller la météo et les effets des catastrophes naturelles.

Le Kenya collabore aussi avec cinq autres pays africains dans le cadre de l'Initiative africaine de développement satellitaire. Le programme a pour objet de développer la capacité technique des systèmes spatiaux et des opérations spatiales en produisant un petit satellite, déclare le brigadier.

« Je souhaite encourager les états africains à adopter aussi l'objectif conjoint de l'accès à l'espace pour un développement durable grâce à des initiatives régionales », a-t-il dit à Vienne en 2022 lors d'un discours devant le Comité onusien des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

**La Station spatiale internationale**

AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE



AUTORITÉ GHANÉENNE DE CYBERSÉCURITÉ

## Le Ghana fournit **UN MODÈLE DE CYBERSÉCURITÉ** alors que les menaces se multiplient

PERSONNEL D'ADF

**L**e Ghana œuvre pour se positionner en tant que leader continental de la cybersécurité. Le pays a créé un réseau de cybersécurité dirigé par les civils ancré au ministère des Communications, mais avec des divisions clés dans les secteurs de la sécurité et la technologie.

En première ligne de la lutte en cours du Ghana contre les menaces en ligne, l'autorité de cybersécurité établie en 2021 et l'équipe nationale de réponse aux urgences informatiques pistent les menaces en temps réel et coordonnent la réponse aux événements majeurs.

L'autorité exige que toutes les sociétés de cybersécurité soient homologuées. À partir du 1er janvier 2023, elle a commencé à vérifier les propriétaires de l'infrastructure critique d'information pour s'assurer qu'ils l'exploitent conformément aux mandats de la sécurité.

« Les autres pays du continent ont beaucoup à apprendre sur l'approche du Ghana, qui a constaté une croissance extraordinaire dans les capacités cybernétiques, a permis au Ghana de prendre des mesures pour faire face aux menaces en hausse, et a renforcé la confiance entre le gouvernement et les citoyens », écrivent dans un commentaire pour le Centre d'études stratégiques de l'Afrique Kenneth Adu-Amanfoh, président de l'organisation africaine de cybersécurité et des droits numériques, et Nate Allen, expert en cybersécurité.

Les Forces armées du Ghana (GAF) jouent aussi un rôle clé dans la stratégie du pays. Pendant le mois de sensibilisation à la cybersécurité en octobre 2022, le vice-amiral Seth Amoama, chef d'état-major de la défense du Ghana, a déclaré que des efforts sont en cours pour s'assurer que l'ensemble du personnel comprenne bien les menaces cybernétiques, les vulnérabilités possibles et leur impact sur la préparation aux missions. Les GAF font la transition vers un environnement de travail informatisé, ce qui rend encore plus importante la cybersécurité.

« Pour nous autres dans l'armée, le cyberspace est devenu le cinquième domaine de la guerre, aux côtés des domaines traditionnels terrestres, maritimes, aériens et spatiaux », a déclaré l'amiral Amoama, selon le Ghana Peace Journal. « Ce n'est donc pas une surprise si les terroristes et les groupes d'extrémistes violents utilisent les plateformes de l'Internet pour soutenir leurs activités. »

Le succès de la cybersécurité au Ghana l'a haussé de la 89ème place à la 43ème sur l'Index mondial de cybersécurité de l'Union internationale des télécommunications. C'est l'un de seulement sept pays africains à être classés parmi les 50 premiers, avec l'Égypte, Maurice, le Maroc, le Nigeria, la Tanzanie et la Tunisie.

Le colonel David Kanamugire (à gauche), PDG de l'autorité nationale de cybersécurité du Rwanda, et le Dr Albert Antwi-Boasiako, directeur général de l'autorité de cybersécurité du Ghana, signent un protocole d'accord en promettant d'œuvrer ensemble pour développer une capacité en cybersécurité et lutter contre la cybercriminalité.

# Les drones démontrent leur utilité en **SÉCURITÉ MARITIME**

PERSONNEL D'ADF

**L**es pays adoptent l'emploi des véhicules aériens et terrestres sans humain à bord pour renforcer leur capacité de patrouiller et contrôler les eaux côtières. Ces outils permettent de surveiller et d'identifier des actes potentiels de piraterie, de pêche illégale et de trafic.

« L'une des conclusions est la sensibilisation situationnelle améliorée due à cette technologie qui étend la portée d'observation sur le terrain contre les cibles », déclare à ADF le pilote de drones nigérian Ebunoluwa George Ojo-ami, membre de l'Académie maritime nigériane et volontaire de l'Institut maritime du golfe de Guinée. « Comparé aux avions avec équipage, les drones offrent un coût relativement économique et peuvent être conçus pour une autonomie complète ou partielle. »

Bien que les drones soient principalement utilisés sur la terre, ils sont devenus plus attrayants pour les forces maritimes débordées qui sont affectées à la surveillance du vaste océan. Le Nigeria a acquis quatre drones en 2021 dans le cadre de son projet de sécurité maritime Deep Blue.

Bashir Yusuf Jamoh, directeur général de l'administration maritime et agence de sécurité du Nigeria, a annoncé les nouveaux drones sur Twitter.

« Nos quatre véhicules aériens sans humain à bord nous assureront d'avoir un système de surveillance durable dans le ciel pendant 24 heures, fournissant des informations en temps réel pour prendre des mesures opportunes afin de sécuriser nos eaux pour le commerce maritime et les marins », a-t-il dit.

En octobre 2022, le Ghana a acquis des véhicules aériens sans humain à bord pour être utilisés par la Commission des frontières du Ghana et la Marine ghanéenne afin d'améliorer les patrouilles et démarquer les frontières maritimes du pays.

Les Seychelles ont amélioré leurs navires patrouilleurs avec des drones qui utilisent l'intelligence artificielle pour surveiller les navires de pêche actifs dans leur zone économique exclusive de 1,3 million de km carrés.

« Nous pouvons déterminer comment la technologie des drones fonctionne sans difficulté avec le personnel au sol, et s'intègre aussi et communique avec leurs systèmes de sécurité, déclare le pilote Ojo-ami du Nigeria. Les drones s'adaptent facilement à la plupart des logiciels de sécurité existants ; l'ajout d'un drone de sécurité à une opération existante est donc un processus relativement harmonieux. »

Un véhicule aérien sans humain à bord de la Marine des États-Unis près de Bahreïn pendant un exercice naval. Les armées se tournent vers les drones comme outil économique et efficace de la sécurité maritime. AFP/GETTY IMAGES



# UNE ÉQUIPE DE PLONGEURS DES ÉTATS-UNIS ET DES SEYCHELLES DÉGAGE UNE ÉPAVE

PERSONNEL D'ADF | PHOTOS DE LA MARINE DES ÉTATS-UNIS

Des plongeurs de la Marine américaine et de la Garde côtière des Seychelles (SCG) ont passé jusqu'à huit heures par jour en décembre 2022 pour retirer les débris de l'Ocean Bounty, un navire qui avait fait naufrage en 2018.

Sony Payet, directeur général de l'autorité de police des Seychelles, déclare que les décombres constituaient un danger pour la navigation près du port de Victoria ; ils empêchaient l'accès à des espaces de quai importants. « Le retrait de ce naufrage est nécessaire pour dégager les fonds marins dans cette zone, alors que le nouveau grand mur qui sera construit atteindra ce niveau et il y aura beaucoup d'activités nautiques ici à l'avenir. »

Les États-Unis ont aussi fourni une assistance avec un relevé des fonds océaniques du port des Seychelles et des zones de quai de la SCG.

Les plongeurs des Seabees de la Marine américaine affectés à l'équipe de construction sous-marine 1 (UCT1) ont travaillé de concert avec les plongeurs de la SCG. Cette mission a préparé le terrain pour des missions de plongée futures entre les SCG et les forces américaines.

Le premier maître Estephan Lopez a déclaré : « Travailler avec la Garde côtière des Seychelles a été une expérience

excellente. Ils forment un groupe extrêmement professionnel de plongeurs et ont été très désireux de contribuer leur expertise de plongée pendant le travail. J'espère encore travailler avec eux à l'avenir. »

Les plongeurs des Seabees ont utilisé des outils de coupe exothermique pour fractionner l'épave en petits morceaux avant de retirer les débris de l'eau. Ceci leur a permis de finir le travail avec un minimum de perturbation de l'environnement.

Le maître 2e classe Nicholas Ramirez, plongeur qui a participé à la mission, a déclaré : « Cette mission était un moyen parfait pour nous de pratiquer ce que nous avions appris. La coupe sous-marine est vraiment une partie spécialisée de notre travail en tant que plongeurs des Seabees, et il est génial de pouvoir employer cette aptitude d'une façon qui aide le peuple des Seychelles. »

Les plongeurs seychellois ont convenu que les événements de ce type aident les deux pays à travailler ensemble. Ils déclarent aussi que ces projets conjoints améliorent les aptitudes et l'expertise de plongée. Le capitaine Luigi Loizeau, officier de plongée de la SCG, a déclaré : « C'était une expérience excellente pour l'équipe de plongée de la Garde côtière des Seychelles. Les 68 plongeurs CTF forment une équipe dédiée, profession-

nelle et coordonnée. J'espère que ces partenariats continueront à l'avenir parce que la collaboration est une excellente opportunité d'apprentissage. »

En plus des opérations de récupération, les plongeurs des Seabees ont effectué une enquête des fonds marins de l'ensemble du port en identifiant des voies de passage pour les navires et le paysage sous-marin. L'UCT1 a cartographié plus de 1,7 million de mètres carrés, en fournissant une carte claire, concise et détaillée de la topographie du port de Victoria tout en produisant des images 3D d'autres dangers sous-marins.

**Le personnel de la Marine des États-Unis emploie des techniques de coupe exothermique pour démanteler une épave pendant une mission de récupération au port de Victoria (Seychelles).**



## LE GHANA REJOINT UN RÉSEAU NAVAL INTERNATIONAL

MARINE DU GHANA

Le Ghana a rejoint un réseau international de marines qui mettent en commun des informations non classées concernant la marine marchande.

Le 8 novembre 2022, la Marine du Ghana a signé sa participation au Centre de trafic maritime régional virtuel et Réseau maritime transrégional lors d'une cérémonie à bord du navire ITS Nave Borsini de la Marine italienne. Le système de mise en commun de l'information est basé sur du matériel et des logiciels commerciaux développés par la Marine italienne.

Dans un discours précédant la signature, le contre-amiral Issah Adam Yakubu, chef d'état-major de la Marine du Ghana, a déclaré que le golfe de Guinée fait face à des défis de sécurité et que les marines doivent savoir ce qui se passe et développer leur capacité grâce à des formations conjointes en mer et sur la terre. Il a qualifié l'adhésion du Ghana au réseau de « pertinente et opportune ».

« Dans nos efforts pour relever ces défis, les pays devraient reconnaître le besoin des collaborations plus résilientes à tous les niveaux pour faciliter le développement de stratégies durables et d'engagement pour relever ces défis », a-t-il dit.

Lancé par la Marine italienne en 2004, le programme réunit 37 marines. Ses logiciels permettent une mise en commun des informations virtuelles en temps réel sur la marine marchande. Il est aussi capable d'analyser les données et de détecter les anomalies, ce qui facilite les travaux des centres opérationnels, déclare la Marine italienne sur son site web. Chaque année, plus de 2 million de pistages sont échangés sur le système entre les marines participantes.

Le contre-amiral Valentino Rinaldi, commandant de la 3ème division navale et représentant du chef de la Marine italienne, s'est exprimé lors de la cérémonie de signature en déclarant que le centre de trafic et le réseau améliorent la sensibilisation situationnelle maritime et la sécurité tout en renforçant aussi la confiance entre les membres, en développant l'auto-assurance et en créant des synergies pour mettre en commun les informations et les ressources.

**Le contre-amiral Issah Adam Yakubu (à gauche) présente une plaque au contre-amiral Valentino Rinaldi de la Marine italienne commémorant la signature de la « note d'accession », c'est-à-dire la participation du Ghana au Centre de trafic maritime régional virtuel et Réseau maritime transrégional.**

MARINE DU GHANA

## LA CEDEAO PRÉVOIT UNE FORCE RÉGIONALE POUR INTERVENIR EN CAS DE CRISE

PERSONNEL D'ADF

Les responsables de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) conviennent de créer une force régionale pour intervenir lorsque les pays membres font face à l'extrémisme violent ou en cas de coup d'État.

L'objet de cette mesure est « d'assurer notre propre sécurité dans la région », a déclaré Omar Aliou Touray, président de la commission de la CEDEAO, aux journalistes lors d'une conférence au sommet de décembre 2022 au Nigeria.

La CEDEAO « est déterminée à établir une force régionale qui interviendra en cas de besoin » pour restaurer l'ordre constitutionnel dans les pays membres, a-t-il ajouté.

La force proposée de la CEDEAO serait chargée de lutter contre les organisations extrémistes violentes de la région, telles que le Jamaat Nosrat al-Islam wal-Mouslimin lié à al-Qaïda et l'État islamique dans le Grand Sahara. Les groupes extrémistes sont déterminés à se propager du Sahel vers les pays côtiers tels que le Bénin, le Ghana et le Togo.

Les observateurs ont toujours des doutes sur la façon dont la nouvelle force sera différente des outils d'intervention existants et elle sera employée. Ils avertissent que sa mise en place pourrait être lente.

Emmanuel Balogun, auteur du livre « Le développement régional en Afrique de l'Ouest », a déclaré au Washington Post : « L'institution de cette nouvelle force prendra quelque temps. Elle nécessitera probablement beaucoup d'autres parties prenantes de la paix et de la sécurité, comprenant potentiellement des groupes de la société civile qui sont aussi engagés dans le processus de paix et de sécurité. »

Les ministres de la Défense de la région devaient se rencontrer en 2023 pour considérer la structure de la force. Le président Touray a déclaré que les ministres devaient définir un plan de la force au cours du deuxième semestre 2023.

Il a dit que le financement ne pouvait pas dépendre

uniquement des contributions bénévoles.

La CEDEAO possède déjà une force en attente basée à Abuja. Il y a aussi plusieurs opérations de soutien de la paix de la CEDEAO, notamment en Gambie et en Guinée-Bissau, respectivement.

La CEDEAO a des antécédents de soutien à des missions de lutte contre les coups d'État. Quelques jours après la tentative de coup d'État de février 2022 en Guinée-Bissau, les chefs de la CEDEAO ont décidé d'envoyer une force de stabilisation.

À l'époque, le président ghanéen Nana Akufo Addo avait émis un avertissement fort et employé le mot « contagion » pour décrire l'épidémie des coups d'État dans la région.

« La recrudescence des coups d'État dans notre région est une question très préoccupante », a-t-il déclaré lors d'une conférence au sommet d'urgence pour discuter de la question en février 2022.

« Cette évolution défie le mode de vie démocratique que nous avons choisi. Adressons cette tendance dangereuse de façon collective et décisive avant qu'elle ne dévaste toute la région. »



Le drapeau de la CEDEAO à côté de ceux des états membres lors d'une conférence au sommet à Accra (Ghana). AFP/GETTY IMAGES



## L'Armée du Soudan du Sud déclare que le moment est venu de rétablir la confiance

UNMISS

« Si nous voulons réellement transformer et reconstruire ce pays et une armée nationale, nous devons écouter les voix de nos civils pour pouvoir restaurer la confiance et la foi du public », a déclaré le capitaine Joseph James Mangar, chef du département de formation et de défense de la justice militaire des Forces de défense populaires du Soudan du Sud lors d'une session de formation à Juba en janvier 2023.

Sa déclaration a donné le ton pour un atelier organisé par la Mission des Nations unies au Soudan du Sud (MINUSS). Son objectif était de développer la sensibilisation, de fournir des aptitudes et des connaissances relatives aux droits de l'homme, et d'aider l'armée à bâtir des liens productifs.

L'atelier organisé et financé par la division des droits de l'homme de la mission de maintien de la paix a réuni 35 officiers et sous-officiers de l'armée gouvernementale, dont 20 étaient des femmes.

Bessong Ndip, officier des droits de l'homme travaillant pour la MINUSS,

déclare que l'armée ne peut pas faire son travail sans le soutien du public.

« Tout échec des forces armées pour soutenir de façon cohérente les droits de l'homme alors qu'elles protègent les civils peut saper la confiance nécessaire pour la coopération entre le personnel en uniforme et les citoyens », dit-il.

« L'armée et la police jouent un rôle clé dans la protection de la vie des civils, en particulier pour empêcher la violence sexuelle et les autres types de violence sexiste qui provoquent une insécurité horrible pour les femmes et les jeunes filles, surtout lorsqu'elles constatent que les coupables ne sont pas tenus responsables. »

Le capitaine Mangar a souligné le besoin d'éviter le tribalisme et les politiques de division pour créer un sentiment d'unité.

Les participants ont été éduqués non seulement sur les droits de l'homme, mais aussi sur le mandat de la MINUSS : protéger les civils ; créer un environnement favorisant l'accès humanitaire ; surveiller, enquêter et signaler les violations des droits de



Des membres des Forces de défense populaires du Soudan du Sud participent à une formation sur les droits de l'homme. MINUSS

EN HAUT : Des soldats du Soudan du Sud participent à une cérémonie avant leur déploiement en République démocratique du Congo. AFP/GETTY IMAGES

l'homme ; soutenir la mise en œuvre de l'accord de paix.

Le premier lieutenant Aluel Bol Deng de la division des affaires féminines des forces armées a apprécié cette opportunité de formation et a promis de partager ses nouvelles connaissances avec ses collègues.

« Je vais travailler dur pour combler le vide de confiance qui existe entre l'armée et les civils afin que nous puissions nous entendre les uns les autres lorsque nous nous en faisons besoin », a-t-elle déclaré.



## La mission somalienne parraine les aptitudes de journalisme

ATMIS

**C**inquante journalistes somaliens basés à Kismaayo, État du Jubaland, ont complété un séminaire de formation médiatique de trois jours pour améliorer leurs aptitudes médiatiques et de sécurité personnelle et pour les aider à écrire des reportages professionnels sur la sécurité dans leur état d'origine.

Des journalistes somaliens dans une session de formation ATMIS

Le ministère de l'Information et de la Sensibilisation publique du Jubaland a facilité cette formation avec le soutien de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (Atmis). Les journalistes des organisations médiatiques publiques et privées de Kismaayo y ont participé.

Les modules de formation ont inclus la sensibilisation situationnelle, la sécurité personnelle, l'éthique médiatique, l'évolution de la dynamique dans les réseaux sociaux, le fact-checking et les infox, les politiques de rédaction, la partialité des médias et la protection des sources d'actualité.

Miski Yusuf Ali, directeur général du ministère de l'Information et de la Sensibilisation publique du Jubaland, a remercié l'Atmis pour ses efforts de soutien afin d'aider les représentants des médias à améliorer les normes journalistiques.

« Lorsque vous retournerez à votre poste de travail, je suis confiant que vous appliquerez ces connaissances et aptitudes nouvellement acquises dans votre travail quotidien, a-t-il déclaré à la fin de la formation. Nous espérons constater une amélioration dans vos reportages d'actualité pour nous permettre d'aider le public à prendre des décisions éclairées. »

Abdimajid Abas Adan, producteur de radio basé à Kismaayo, a trouvé que les sessions étaient stimulantes et intéressantes.

« J'ai appris l'importance d'être un journaliste responsable, comment produire des actualités professionnelles et, de façon plus importante, comment être équitable et équilibré dans mes reportages », a-t-il déclaré.

## La MONUSCO reprend ses patrouilles conjointes avec les congolais

MONUSCO

**L**es patrouilles conjointes entre la mission de stabilisation de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUSCO) et les forces de sécurité congolaises ont repris à Goma et dans ses faubourgs après avoir été suspendues du fait des manifestations violentes de mi-2022.

Les Forces armées de la RDC (FARDC) et la Police nationale congolaise mènent les opérations.

Les patrouilles conjointes ont trois objectifs : sécuriser la ville de Goma et ses environs, garantir le libre mouvement des civils, assurer une intervention rapide en cas d'attaque.

À l'extérieur de Goma, elles visent aussi à empêcher les groupes armés d'atteindre les routes principales.

Le commandant des patrouilles des FARDC et d'autres représentants de la force unifiée ont interfacé avec les civils pendant les premières patrouilles. Le but était d'informer les résidents des camps de réfugiés et des villages locaux de l'importance de leur soutien et de la sécurité des routes.

Les patrouilles conjointes sont effectuées trois fois par jour, avec six à huit véhicules chacune et la force de réaction rapide.



Les gardiens de la paix de la MONUSCO sont déployés au Nord de Goma en 2022. THE ASSOCIATED PRESS

# La Commission de l'océan Indien offre des outils techniques pour lutter contre la criminalité maritime

PERSONNEL D'ADF

**Le** Kenya est l'un des sept pays africains à recevoir un éventail d'équipements de la Commission de l'océan Indien (COI) pour aider les inspecteurs de pêche à combattre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN).

Cet équipement livré en décembre 2022 comporte des combinaisons de flottaison, des appareils GPS à main, des caméras embarquées et étanches, des ordinateurs portables et des tablettes. Les ressources marines du Kenya sont menacées à cause de l'afflux des chalutiers industriels étrangers.

« Le matériel et l'équipement donnés aideront à faciliter le reporting, l'amélioration de la sécurité et la promotion de la transparence dans l'exécution de leur mission », déclare Vêlayoudom Marimoutou, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, dans une annonce de presse de la COI.

Les Comores, Madagascar, Maurice, le Mozambique, les Seychelles et la Tanzanie ont aussi reçu des donations de la COI. La région se situe le long du canal du Mozambique, voie majeure de transport de l'héroïne provenant de l'Afghanistan. Le trafic de la faune sauvage est aussi en hausse à cause de la pauvreté générale et de l'augmentation de la demande des produits d'animaux exotiques à l'étranger.

La participation de la commission dans la sécurité maritime de la région a commencé au début des années 80 lorsque la cocaïne et l'héroïne sont devenues des sources majeures de revenu pour les



Sept pays africains ont reçu du matériel de la Commission de l'océan Indien pour les aider à combattre la criminalité maritime. COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

trafiquants de stupéfiants.

« Nous avons tous le même but, celui d'assurer que nos océans soient utilisés et gérés de façon durable et responsable, et que les gens qui en dépendent puissent continuer à gagner des revenus et contribuer au bien-être de leur communauté », déclare Milko Van Gool, chef de la coopération de la Délégation de l'Union européenne à Maurice et aux Seychelles, dans l'annonce de la COI.

Le Kenya a récemment pris plusieurs mesures pour réprimer la pêche illégale et renforcer son économie des océans. Vers la mi-mars 2022, le pays a ratifié l'Accord du Cap (CTA) et la Convention internationale sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille.

Le CTA, adopté par l'Organisation maritime internationale en 2012, définit les normes et la réglementation des navires de pêche

pour protéger les équipages et les observateurs de pêche, selon les Pew Charitable Trusts.

Le Kenya construit aussi une base de données d'ADN de ses espèces marines pour protéger ses ressources océaniques en présence de la pêche illégale généralisée. L'exercice concerne la collecte des espèces et leur catalogage pour aider le gouvernement à poursuivre en justice les cas de pêche illégale. Depuis le début du programme en 2022, le Kenya a produit des codes-barres pour 115 espèces environ.

Ce projet, qui est censé durer plusieurs années, a commencé lorsque Francis O. Owino, secrétaire principal nouvellement désigné du département d'État pour les Pêches, l'Aquaculture et l'Économie des océans, a exhorté les scientifiques de l'institut à améliorer la recherche alors que le pays souhaitait stimuler son économie des océans.



## Les États-Unis et la Tanzanie achèvent une formation conjointe

AFFAIRES PUBLIQUES DE L'ÉTAT-MAJOR DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE

Les forces des opérations spéciales des États-Unis ont conduit une formation d'échange combinée conjointe des affaires civiles aux côtés des forces spéciales de la Marine de Tanzanie à Dar es Salam.

Cette formation d'un mois a permis aux membres des services américains et tanzaniens de développer et de maintenir des connexions militaires cruciales et d'améliorer l'état de préparation et l'interopérabilité conjoints et alliés.

« Ce cours est tout à fait crucial pour nos forces spéciales parce qu'il nous permet de mieux nous préparer pour divers scénarios et responsabilités futures », déclare le lieutenant-colonel Athumani Ghamunga des Forces de défense du peuple de Tanzanie. « C'est aussi l'opportunité de mettre en commun l'expérience et les connaissances entre nos forces spéciales. »

La formation d'échange combinée conjointe (JCET) permet principalement aux forces du gouvernement hôte de donner des orientations de zone aux forces des opérations spéciales des États-Unis. Les exercices JCET sont en général conduits par 10 à 40 personnes.

Bien que les échanges conjoints entre les États-Unis et la Tanzanie ne soient pas quelque chose de nouveau, l'exercice a aidé à développer différentes capacités et incorporer des éléments de l'unité des affaires civiles.

Le capitaine Tyler Clarke de l'Armée de terre des États-Unis, chef d'une équipe des affaires civiles, déclare : « C'était la première JCET axée sur les affaires civiles en Tanzanie. La formation s'est concentrée sur les affaires civiles et les opérations civilo-militaires, notamment la reconnaissance civile [et] les engagements civils. Nous avons parlé des négociations, de la médiation et du soin aux victimes des combats tactiques. »

L'objet principal du programme JCET consiste à fournir aux unités des opérations spéciales du pays partenaire une formation spécifique pour promouvoir la sécurité et la stabilité en Afrique.

« La formation d'échange combinée conjointe est le lien et la colle qui lient ensemble les relations entre la Tanzanie et les États-Unis », déclare le général de brigade Iddi Nkambi des Forces de défense du peuple de Tanzanie.

**Les forces spéciales de la Marine de Tanzanie répondent à une explosion simulée en établissant un périmètre de sécurité et posant un garrot sur un soldat américain.**

SERGENT-CHEF NANCY KASBERG/  
ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

## La France et l'Afrique du Sud achèvent un exercice maritime

DEFENCEWEB

**La** France et l'Afrique du Sud, qui ont une frontière commune de zone économique exclusive (ZEE), ont achevé l'exercice bisannuel Oxide.

La France et l'Afrique du Sud ont une zone géographique d'intérêt commun, la région de l'océan Indien près de la ZEE des îles françaises Crozet et des îles sud-africaines Prince-Édouard et Marion.

Le but de l'exercice est d'améliorer la coopération et l'interopérabilité entre les deux forces.

L'exercice de cette année, qui a eu lieu près de la zone de la baie False et de la côte Ouest du Cap-Occidental, a pris fin le 28 novembre 2022. Il a comporté plusieurs entraînements maritimes, avec pour but principal la recherche et le sauvetage. Les autres objectifs ont inclus la surveillance, le secours en cas de catastrophe et les négociations et la libération des otages.

Le capitaine N. K. Goboza de la Marine d'Afrique du Sud, commandant de la force opérationnelle conjointe, explique que l'objectif consistait à conduire des exercices conjoints de visite, abordage, perquisition et saisie, « ce qui est actuellement un défi pour l'environnement maritime où nous pouvons être affectés à nous rendre et secourir un navire avec des otages à bord ».

Il note que des exercices conjoints continus assureraient que les deux marines soient « déjà en unisson en termes de tactiques, procédures opérationnelles standards et communications ; nous savons qui appeler et quoi faire ».

Des officiels français notent que les deux pays sont les seuls dans la région avec des marines puissantes qui ont des frégates avec de grandes capacités.

Chaque année, des navires patrouilleurs de la Marine française conduisent jusqu'à six visites portuaires. Pendant le confinement de Covid-19, l'Afrique du Sud a continué à fournir des installations de ravitaillement aux navires patrouilleurs français, ce qui les a permis d'étendre considérablement leur portée dans l'océan Indien austral.

L'exercice Oxide a lieu tous les deux ans depuis 25 années, mais à cause de la pandémie de Covid-19, il a dû être annulé en 2020.

Le prochain exercice sera hébergé par la France et aura lieu à la Réunion.



Des marins sud-africains participent à l'exercice Oxide 2022.

FORCE NATIONALE DE DÉFENSE D'AFRIQUE DU SUD

# LE ROYAUME MARAVI

PERSONNEL D'ADF

**Le** Royaume maravi, établi dans des régions qui font maintenant partie du Malawi, du Mozambique, de la Zambie et de l'Est du Zimbabwe, était une société dynamique d'administrateurs chevronnés, de marchands d'ivoire, de guérisseurs, de sages et de métallurgistes. Il commence avec les tribus des Bandas, des Moulalis, des Nkhomas et des Phiri mais inclut finalement d'autres tribus.

Le royaume remonte au treizième siècle, avec des migrations à grande échelle de clans apparentés qui s'établissent dans la région du lac Malawi, attirés par la richesse naturelle. Les migrations continuent pendant des siècles, avec leur apogée probablement au seizième siècle.

Les historiens déclarent que le royaume proprement dit est établi vers 1480, et qu'il est essentiellement dissout en 1891. Mais les histoires orales, mémorisées et transmises d'une génération à la suivante, racontent généralement tout ce que l'on sait sur le royaume.

Les rois maravis, appelés kalongas, ont des rituels élaborés pour marquer le passage du temps.

« Les seigneurs maravis ont établi leurs propres rituels et cérémonies. Le roi maravi était toujours représenté par un feu perpétuel sans fin qui était maintenu avec des tapis en roseau. Le feu était éteint seulement lors de la mort du roi. Il était conjuré vers la fin de la saison

sèche », indique le site web Think Africa.

Les kalongas, alternativement karongas, gouvernent depuis Manthimba, située aujourd'hui dans la partie centrale du Malawi. La capitale religieuse du royaume est Mankhamba.

Le commerce de l'ivoire et du fer constitue une partie importante de l'économie maravi ; les commerçants l'expédie vers les marchands swahilis et, plus tard, les Portugais. Finalement, les marchands arabes y participent aussi.

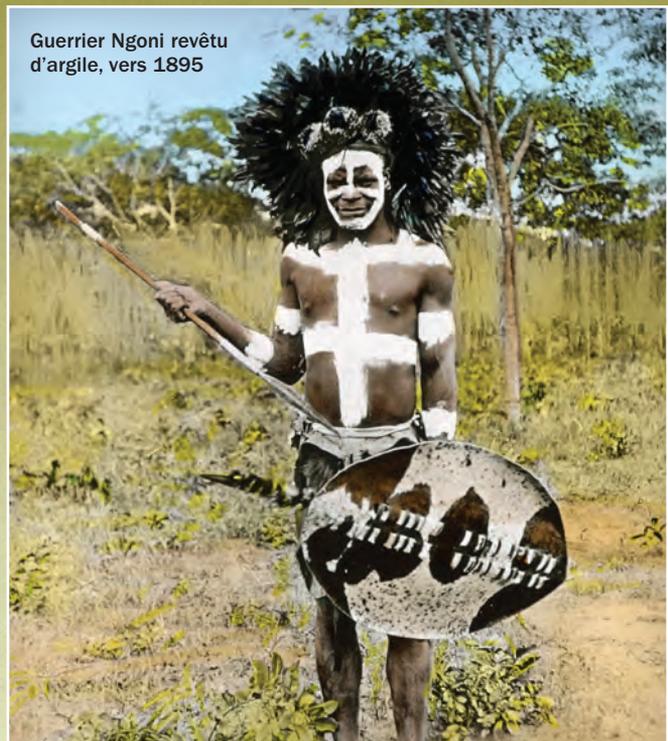
Dans les années 1590, les Portugais essaient de saisir le contrôle du commerce de l'ivoire et de l'or dans la région, avec des résultats désastreux : les Maravis envoient leurs Zimba (maraudeurs) qui attaquent plusieurs villes commerciales portugaises.

Le déclin du royaume commence lorsque certains chefs de clan décident de faire du commerce directement avec les marchands portugais, arabes et swahilis. Les chefs deviennent de plus en plus indépendants de l'autorité centrale du kalonga. Dès 1720, la confédération éclate en plusieurs factions autonomes.

Un autre coup dur pour l'empire est causé indirectement par Chaka, roi des Zoulous au dix-neuvième siècle, dont l'empire s'est étendu à 210.000 km carrés. Lors d'une grande migration appelée Mfecane, les deux groupes puissants des Angoni et des Ngonis arrivent au royaume maravi en provenance de ce qui est aujourd'hui l'Afrique du Sud. Ils fuient Chaka et deviennent une puissance dans le royaume en épousant des femmes maravis et recrutant des hommes dans leurs armées.

L'influence de la région subit une chute rapide. La traite des esclaves devient un problème. Les influences arabes et chrétiennes augmentent dans la région et les missionnaires protestants arrivent dans les années 1860, ainsi que l'Islam introduit par les esclavagistes swahilis. Un consul britannique prend son poste en 1883.

Aujourd'hui les Maravis, appelés aussi Nyanja, vivent au Malawi et au Mozambique. Ils parlent une langue bantoue et sont considérés comme faisant partie du groupe ethnique des Chewas.

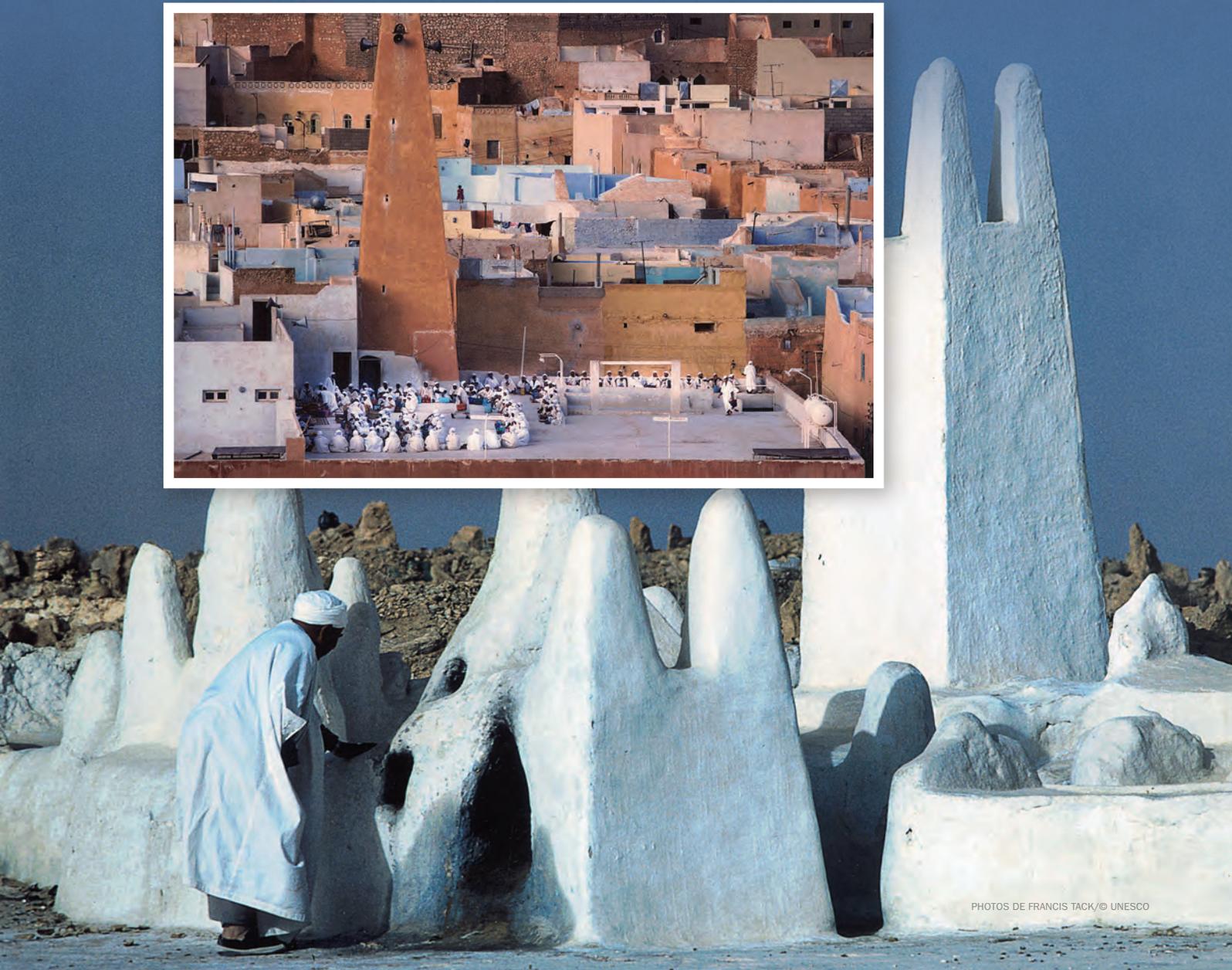
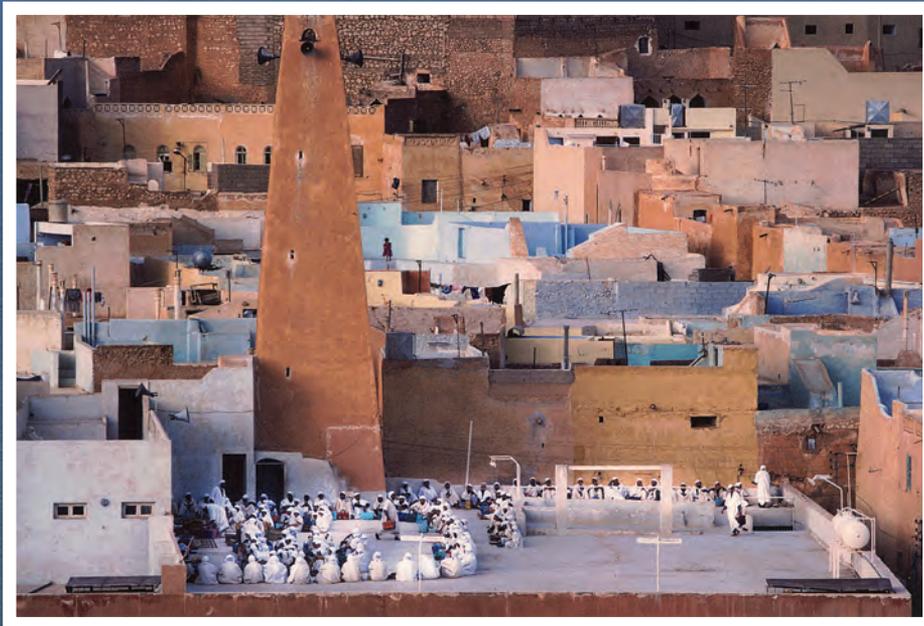


Guerrier Ngoni revêtu d'argile, vers 1895



# INDICES

- 1** Les musulmans ibadites ont établi une communauté dans cette région au dixième siècle.
- 2** Cinq villages fortifiés ou kosour constituent des citadelles closes qui contiennent une mosquée entourée de maisons construites en cercles concentriques.
- 3** Les mosquées ont été conçues ici comme des forteresses. Elles ont servi de tours de surveillance et avaient des arsenaux et des dépôts de grain.
- 4** Les peuplements influencent l'architecture et la planification arabes depuis près de mille ans.



PHOTOS DE FRANCIS TACK/© UNESCO

# PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

## Vous désirez être publié ?

Africa Defense Forum (ADF) est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique.

Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité.

Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à ADF et faites entendre votre voix.

## DIRECTIVES À L'ATTENTION DE L'AUTEUR CONCERNANT UNE SOUMISSION À ADF

### EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais ADF collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

**DROITS D'AUTEUR** Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à ADF signifie votre acceptation de ces modalités.

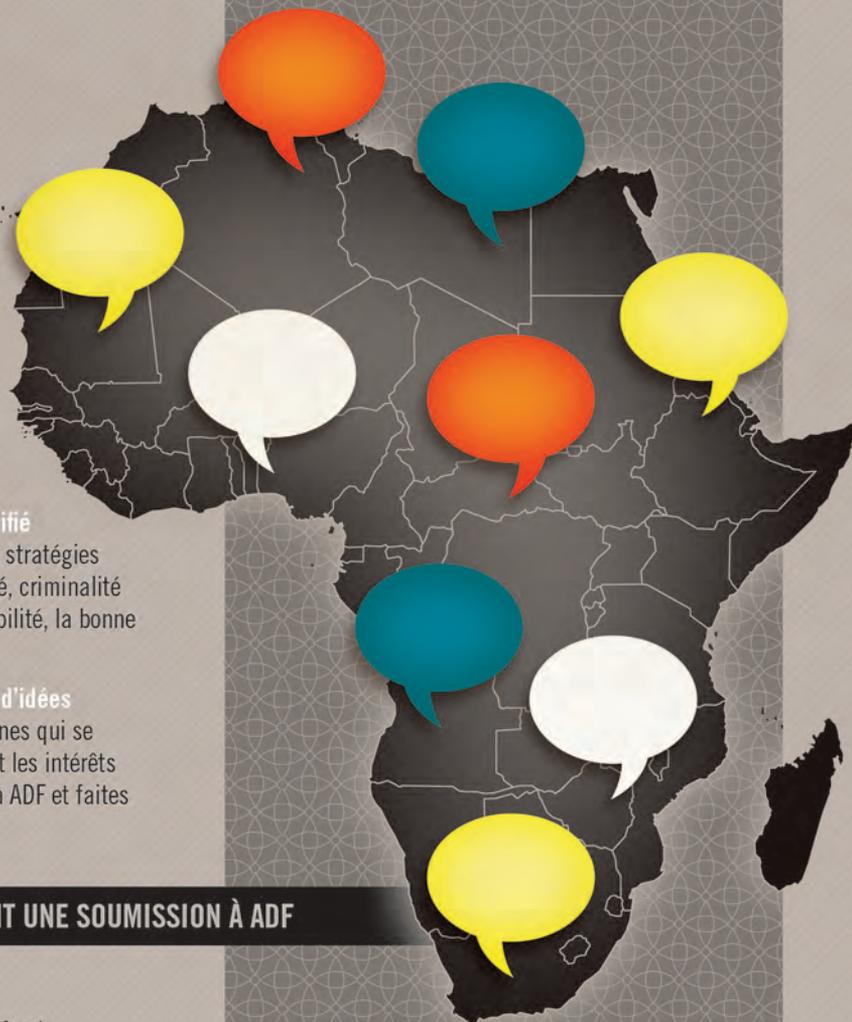
### SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : [ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com](mailto:ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com). Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :



Headquarters, U.S. Africa Command  
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff  
Unit 29951  
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command  
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff  
Kelley Kaserne  
Geb 3315, Zimmer 53  
Plieninger Strasse 289  
70567 Stuttgart Germany



## Vous êtes impatient de lire le prochain numéro ?

À ADF-Magazine.com, nous vous offrons chaque semaine un traitement en profondeur des enjeux actuels qui affectent la paix et la stabilité. Consultez notre site web pour les mêmes actualités crédibles et précises sur la sécurité, sur une base hebdomadaire, provenant de tout le continent.



### RESTEZ CONNECTÉ

Si vous souhaitez rester branché sur les réseaux sociaux, suivez ADF sur Facebook, Twitter et Instagram. Vous pouvez aussi vous abonner à notre liste de diffusion électronique en vous inscrivant sur notre site Web, [ADF-Magazine.com](http://ADF-Magazine.com), ou en envoyant un courriel à [News@ADF-Magazine.com](mailto:News@ADF-Magazine.com).